

CONTEXTE GENERAL D'INTERVENTION

Commencée dans un calme relatif, l'année 2005 aura connu une réelle effervescence jusqu'à son terme. Dans la sphère politique comme dans le domaine social, sur le front économique comme sur celui de la société civile, 2005 aura vibré, au Cameroun comme au Bénin, de secousses, de crises et de drames mais aussi de changements positifs et d'espoirs.

Sur le plan politique, le gouvernement camerounais des grandes ambitions se met sur les rails au Cameroun. Même s'il peine à mettre en œuvre la décentralisation, il se donne quand même pour objectifs de procéder à une meilleure gestion de la chose publique et d'intensifier la lutte contre la corruption. A cet égard, un code de procédure pénale est promulgué, l'opération d'assainissement du fichier solde commencée depuis de nombreuses années est poursuivie et un dispositif de renforcement de la discipline chez les magistrats est arrêté par le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM). La croisade contre l'indiscipline dans les services publics prend de l'ampleur par les visites inopinées des responsables de divers ordres dans les services placés sous leur autorité.

Au Bénin, le renouveau démocratique, dont l'expérience a commencé depuis la conférence nationale des forces vives de la Nation en février 1990, a enduré des épreuves en 2005, dans la perspective des élections présidentielles devant se tenir en mars 2006 :

- la tentative de révision de la constitution et/ou du couplage des élections a plongé les populations dans une inquiétude sur l'après Kérékou ;
- les difficultés de mobilisation des ressources financières pour l'organisation des dites élections.

Sur le front social, le climat est lourd de menaces au Cameroun. La grève des taximen et des transporteurs bouscule les habitudes de déplacement. Le spectre de l'insécurité alimentaire continue de hanter près de 250 000 personnes dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Des populations des zones marécageuses des villes de Yaoundé et de Douala sont déguerpies. Mais elles ne se laissent pas faire pour autant et organisent la résistance. Des évasions massives sont enregistrées dans les prisons de Yaoundé, Bafoussam, Ebolowa, Douala et Buéa. Les étudiants des universités d'Etat, non contents de leurs conditions de travail, entrent dans une longue grève qui causera la mort de deux personnes et qui aboutira au redéploiement des recteurs et à l'institution des Conseils d'Administration dans les Universités. L'opinion publique est également secouée par un commerce d'un genre nouveau : le trafic des organes humains, très florissant dans les villes de Yaoundé et de Douala. La situation sécuritaire du pays se dégrade en ville comme à la campagne, au Cameroun.

Au Bénin, les crises sociales (grèves en milieu scolaire, grève des syndicats, marches de protestation) se sont succédées tant pour des raisons politiques que pour des raisons économiques. Particulièrement l'ignoble assassinat du magistrat Séverin Coovi, Président de la Cour d'Appel de Parakou aura été, en plus des braquages répétés et non maîtrisés, un indicateur du climat d'insécurité dans lequel évolue la démocratie béninoise.

Au plan économique, le taux de croissance économique a baissé considérablement dans la logique du déclin amorcé depuis 2003. La vie est devenue très dure pour le commun des béninois et des béninoises à cause du manque de performances du port autonome de Cotonou, des difficultés de la filière "véhicule d'occasion" et de la filière coton qui assuraient presque exclusivement l'entrée de devises au pays.

Au Cameroun, le budget 2005 a ouvert les portes de l'inflation : suite à l'élargissement des principales assiettes d'imposition et à la flambée des cours du pétrole, les prix de la bière, des matériaux de construction, de l'huile et du savon aussi bien que les tarifs de taxi et du transport inter-urbain augmentent. Les timbres fiscaux, les cartes grises des véhicules et l'électricité

deviennent plus chers. Ce renchérissement sans précédent de la vie est difficilement tempéré par le commerce d'importation par ailleurs dominé par la déferlante chinoise. Tirant les leçons de l'échec du programme Triennal 2000-2003 du Cameroun avec le Fonds Monétaire International (FMI), le gouvernement négocie avec cette institution les termes d'un nouveau programme (Juillet 2005-Juin 2008) dont l'exécution conduira le pays au point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) à la fin du premier semestre 2006 avec des retombées, croit-on, positives à l'instar de l'annulation de la dette extérieure publique. C'est toujours dans la mouvance de la lutte contre la pauvreté que le Cameroun prépare et organise le troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) avec pour objectifs, entre autres :

- d'avoir un complément d'information sur le niveau de pauvreté des populations, notamment en ce qui concerne l'analphabétisation, l'espérance de vie, le taux de chômage, l'accès aux services sociaux de base (éducation, eau, santé, électricité) ;
- d'identifier les caractéristiques socio-professionnelles des camerounais ;
- de créer une base de données pouvant servir aux études de marché, principalement en ce qui concerne l'évaluation de la demande et de l'offre des services essentiels.

Au plan environnemental, les villes et autres communes du Bénin et du Cameroun démontrent une certaine incapacité à faire face à leurs principaux défis écologiques que sont la gestion des déchets ménagers, la lutte contre l'érosion, la pollution atmosphérique, l'occupation anarchique des terrains urbains. La gestion durable des ressources naturelles et la fertilisation des sols demeurent elles aussi, des défis majeurs.

Face à ces frémissements tous azimuts des sphères politique, sociale, économique et environnementale, la société civile, Eglises, ONG, associations et médias confondus ont donné de la voix. Au Bénin, par exemple, la société civile se bat pour :

- le respect par le pouvoir de la constitution et des règles de la bonne gouvernance ;
- la liberté de la presse ;
- la création ou l'amélioration des conditions cadres par les Pouvoirs Publics dans certains secteurs : l'adoption d'une politique nationale de développement de l'Artisanat ; le démarrage effectif des activités du Fonds National pour l'Environnement (FNE) et celles du Projet National d'appui au Développement Conduit par les Communautés (PNDCC), etc. ;
- le respect du cours normal du processus de la décentralisation démarré depuis 2003 et achevé en 2005 par la validation des Plans de Développement Communal (PDC) de toutes les communes ouvrant ainsi aux interventions de développement local encore attendues.

Au Cameroun, l'Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs (ACDIC) a créé, au terme du séminaire international organisé à Yaoundé sur les importations des denrées alimentaires, un Réseau Panafricain pour le Droit à la Souveraineté Alimentaire avec pour missions:

- d'élaborer des outils d'interpellation et de sensibilisation sur les enjeux de la souveraineté alimentaire ;
- de mobiliser les forces citoyennes dans différents pays et dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le Programme Concerté Pluri Acteurs (PCPA), résultante d'un partenariat entre organisations de la société civile française et de la société civile camerounaise a, de son côté, tenu son premier forum avec pour ambition, dès sa phase opérationnelle qui démarre en principe en janvier 2006, de *"permettre à la société civile camerounaise de s'affirmer comme force sociale d'interpellation et de proposition afin pour elle de s'ancrer de manière constructive et durable dans le jeu démocratique du pays"*.

C'est dans ce contexte que, tout au long de l'année qui s'achève, le CIPCRE a intégré, dans ses préoccupations, les exigences multiformes de **la lutte contre la pauvreté, de la protection de l'environnement, de la prévention des conflits et du dialogue social**. Il l'a fait en appuyant les initiatives locales de développement, en informant les populations à la base sur les démarches à mettre en œuvre pour améliorer leurs conditions de vie, en mobilisant les communautés de foi contre les fléaux qui gangrènent le tissu social, en amenant des établissements scolaires à rendre leurs milieux plus viables, en faisant de l'équité dans les rapports homme/femme une de ses options fondamentales, en investissant les lieux de débat sur les grandes questions de l'heure et en s'impliquant dans des réseaux importants de la société civile.

APPUI AUX INITIATIVES LOCALES DE DEVELOPPEMENT

Le développement durable suppose la maîtrise par les acteurs à la base d'un ensemble de compétences qui leur donnent un réel pouvoir de choix sur leurs manières de vivre, qui respectent leurs façons de penser et d'agir et qui les constituent en sujets autonomes et responsables. Cette philosophie a irrigué l'ensemble des interventions du CIPCRE menées dans le cadre des Initiatives Locales de Développement aussi bien au Bénin qu'au Cameroun au cours de l'année de référence.

Dans le but d'accompagner les partenaires à la base, hommes et femmes dans la prise de conscience des problèmes écologiques de leurs milieux de vie et de l'intégration de la culture écologique dans la lutte contre la pauvreté, nous avons, au Cameroun comme au Bénin, mené un ensemble d'activités diversifiées et bien ciblées.

Culture des plantes médicinales

Nous avons apporté des appuis techniques et matériels aux promoteurs de la culture des plantes médicinales, collecté des informations auprès des autres organisations impliquées dans la promotion des plantes médicinales, renforcé les structures de production des plants et tisanes dans le jardin de démonstration de Banengo et organisé 4 sessions de formation et 5 séances de sensibilisation au profit des personnes ayant exprimé le besoin. Un voyage d'échange et un appui au GIC AGROBA pour le lancement officiel de ses activités ont été également réalisés. Toutes ces activités ont été menées en vue de promouvoir la culture des espèces des plantes médicinales au profit des hommes et des femmes dans la province de l'Ouest.

Les activités réalisées ont permis de sensibiliser environ 1 250 personnes dont 70 % de femmes. Parmi elles, 20 % étaient constituées des populations d'un village de Bororos situé dans les environs de Koutaba. Deux cent huit (208) personnes dont 60 % de femmes ont été sensibilisées dans cette localité. En raison du contexte social caractérisé par un nombre de plus en plus important de personnes malades du paludisme, du VIH/SIDA et du cancer de la prostate, un accent particulier a été mis sur la promotion de 3 espèces de plantes médicinales lors des différentes séances de sensibilisation organisées. Ces 3 espèces sont *l'Artémisia Annuua*, le *Rubeckie* et le *Prunus Africana*.

Quatre vingt quatorze (94) personnes dont 63 femmes ont été formées en techniques de culture, de récolte, de séchage et de conditionnement des plantes médicinales. Parmi les personnes formées, on a dénombré 73 paysans, 21 volontaires du Corps de la Paix et leurs homologues. Afin d'offrir l'opportunité à toutes personnes intéressées de se former, deux types de formations ont été mises sur pieds : les formations individuelles sous forme de stage dans le jardin de démonstration et les formations groupées dans les villages.

Des appuis techniques et matériels ont été apportés à 29 paysan(ne)s. Les appuis en petits matériels comprenaient 600 plants de diverses espèces, 30 sécateurs, 1 500 sachets, 60 arrosoirs et 250 sacs de compost et fientes de poule. Grâce à ces appuis, 10 nouveaux jardins ont été créés dans les localités de Foto, Bangang et Bandjoun. L'introduction de nouvelles plantes a permis de

diversifier les espèces présentes dans 22 anciens jardins localisés dans les villages Bassossia, Kiénéghang Foto, Bangang et dans la ville de Dschang. Les visites de suivi ont permis de noter que parmi les 29 paysans ayant bénéficié des appuis, 17 ont réussi à générer quelques revenus grâce à la vente des tisanes et plants. D'après leurs témoignages, ces revenus estimés à Fcfa 386 000 leur ont permis pour certains de payer plus aisément la scolarité de leurs enfants et pour d'autres d'acquérir quelques nécessaires pour le ménage (pétrole, savon, huile de palme, etc.). Comme autre effets induits par les activités réalisées, on peut noter les nombreuses demandes en plants et en tisanes exprimées au CIPCRE par les populations de la province de l'Ouest et ses environs. En effet, les données montrent que 3 306 sachets de tisane, 1 274 plants de diverses espèces et 243 brochures ont été achetées au CIPCRE par des usagers venus d'horizons divers. On peut également relever les nombreuses demandes en formation qui nous parviennent des autorités traditionnelles, des élites des villages de la province, des agents de développement et des groupes d'initiatives communes. Des paysan(ne)s pilotes et des personnes intéressées par la culture des plantes médicinales ont, soit creusé des puits, soit réalisé des adductions d'eau pour l'arrosage des jardins pendant la saison sèche. D'autres ont changé le site de leurs jardins en raison des problèmes liés à la fertilité des sols ou à la destruction des plants par les animaux. D'autres encore ont conçu et fabriqué des outils simples pour la transformation artisanale des plantes médicinales.

Dans le Nord-Ouest, nous avons commencé l'élaboration de la brochure sur la conservation des plantes médicinales, apporté des appuis matériels et techniques aux paysans pilotes pour la promotion des plantes médicinales et condimentaires, organisé une session de formation sur les techniques de récolte et de conditionnement des plantes médicinales et d'arbres fruitiers locaux et organisé 4 séances de sensibilisation sur l'importance des plantes médicinales au profit du réseau des ONG du Nord-Ouest, des populations des localités de Santa et de la ville de Bamenda. Un champ de démonstration des arbres condimentaires et fruitiers locaux a été installé à Nkwen. Nous avons également suivi les résultats des appuis apportés aux paysans et paysannes de Bélo, de Njinikon et de Fundong pour la multiplication végétative des arbres fruitiers locaux et plantes médicinales. L'objectif poursuivi par la réalisation de ces activités était de promouvoir la conservation de 25 espèces de plantes médicinales et d'arbres fruitiers locaux auprès de 600 personnes dont 50 % de femmes.

Les activités menées ont permis de toucher 725 personnes dont 65 % de femmes dans les localités de Mforya, Chomba, Mbatu, Nosongwa, Mfundong, Belo, Njinikom et Bamenda. Les capacités de 37 personnes dont 20 femmes ont été renforcées grâce à la session de formation organisée sur les techniques de récolte et de conditionnement des plantes médicinales dans le Département de la Mezam. Neuf paysans pilotes dont 2 femmes ont reçu des appuis matériels pour le conditionnement et la conservation des plantes médicinales. Aussi 250 personnes de l'Union des Femmes de Chomba ont bénéficié des appuis qui leur ont permis de diversifier davantage les espèces de plantes médicinales dans leurs jardins et d'améliorer la qualité des tisanes produites. Outre les appuis/conseils, des appuis matériels comportaient du plastique, des machines à plastifier, des plants, des semences et des sachets pour la pépinière.

Les appuis apportés à 4 unités de multiplication végétative des arbres fruitiers locaux ont permis à 65 paysans dont 23 femmes d'installer 646 marcottes de safoutier, kolatier, manguier, avocatier et de mettre en châssis 1 350 boutures de *Prunus Africana* à Oku, Tundong et Bélo. Toujours grâce à ces appuis, l'union ITFU a pu planter et vendre 2 000 plants. Cinq cent cinquante (550) arbres ont été plantés par les membres tandis que 1 450 plants ont été vendus. Les revenus de la vente des plants estimés à 1 200 000 Fcfa ont été investis dans l'aménagement de leur Centre de Formation. Environ 58 900 plants environ sont en cours de production au niveau des 04 unités de domestication. Les espèces les plus représentées sont le safoutier, le manguier, le *Prunus Africana*, le Cyprès, l'Eucalyptus, le palmier à huile, le papayer et l'avocatier greffé. A la demande des clients, diverses autres espèces ont été également introduites dans ces unités de propagation. Ces espèces comprennent le *Bottle bush*, le *Calliandra Calothyrsus*, le *Bush mangoes*, le mandarinier, le *Glyrecidia*, le *Guevilia* et le Caféier. Bien qu'une quantité importante des plants rencontrés dans ces

unités de domestication soit produite à partir des graines on y dénombre 1 070 marcottes, 3 000 plants greffés et 3 500 plants produits par bouture. Grâce aux résultats obtenus par les paysan(ne)s, 4 unités de propagation sont devenues des Centres de formation et de démonstration pour les agents de vulgarisation de zone du PNVRA (Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole).

Agriculture durable et la lutte anti-érosive

Dans l'objectif d'amener les ruraux à adopter des méthodes durables de gestion des exploitations agricoles, nous avons organisé et suivi 2 ateliers sur la gestion du palmier à huile dans les systèmes de cultures à Galim et un autre sur la planification des activités d'agroforesterie à Bangang, trois (3) sessions de formation sur les techniques de bouturage à Bansoa et sur l'installation et la gestion d'une pépinière de vetiver à Bamendjing et à Bangang et trois (3) sessions de formation sur les techniques de domestication des arbres fruitiers locaux et les plantes médicinales. Nous avons également apporté des appuis aux unités de domestication des arbres fruitiers de Bandjoun et Bansoa et animé des séances de sensibilisation des populations sur l'importance de l'arbre dans les champs et des jachères améliorées.

Au total, 438 paysans dont 216 femmes ont été touchés par les activités réalisées. Dans les localités de Bamendjo, Bamendjinda, Batcham, Bangang, Bayangam et Bandrefam. Les séances de sensibilisation ont offert des espaces pour une large diffusion auprès des paysans et vulgarisateurs du matériel didactique développé par le CIPCRE sur le marcottage du safoutier et la jachère améliorée du *Cajanus Cajan*. 47 personnes dont 21 femmes ont également bénéficié des formations organisées. A Bansoa et à Bangang et qui portaient respectivement sur les techniques de multiplication végétative des arbres fruitiers locaux et plantes médicinales et sur les techniques d'implantation et de construction des hangars et châssis de propagation.

Les appuis technique, matériel et financier apportés aux groupes d'initiative commune des maraîchers de Bassossia et GEA de Bamendjing leur ont permis de mettre en châssis 1 200 boutures de *Prunus Africana* et d'installer 554 marcottes sur des arbres fruitiers dont le kolatier, le safoutier et l'avocatier. Un hangar et châssis géant ont été construits à Bangang pour la rééducation des marcottes. Les appuis en petit matériel étaient composés essentiellement de sable, de sciure décomposée, de compost, de sachets, de papiers en polyéthylène pour l'habillage des châssis et de produits phytosanitaires pour la protection des boutures et du parc à bois contre les insectes et les champignons. Le suivi des ateliers sur la gestion du palmier à huile a montré que 18 participants ont, grâce aux connaissances acquises lors de cet atelier, amélioré leur savoir-faire en matière d'entretien des palmiers, de récolte des noix et d'extraction de l'huile de palme.

Au stade actuel, 1 860 pieds de palmiers introduits dans les systèmes de culture ont réussi bien que seul 1/3 de ces plants soit entré en production. Ces palmiers permettent aux bénéficiaires de produire environ 943 litres d'huile de palme, ce qui constitue, dans un contexte de pauvreté, un apport non négligeable dans les revenus des paysans.

Dans le Nord-Ouest, nous avons organisé et suivi deux séances de sensibilisation sur les risques d'utilisation des engrais et pesticides chimiques à Babanki, organisé une session de formation sur les méthodes durables d'amélioration de la fertilité des sols, apporté des appuis pour l'extension des parcelles d'agroforesterie à Oku et à Bélo, réalisé le suivi des parcelles agroforestières et l'évaluation des impacts socio-économiques de la technique de fertilisation par parcage nocturne des bœufs. Nous avons aussi entamé la rédaction de la brochure sur les techniques de fertilisation par parcage nocturne des bœufs.

Les activités réalisées ont permis de sensibiliser 570 personnes dont 66 % de femmes sur les méfaits et les risques d'utilisation des pesticides et engrais chimiques à Babanki et à Santa. A la suite de ces séances de sensibilisation, environ 158 paysans ont pris conscience des méfaits et

risques d'utilisation des pesticides. Le suivi de cette sensibilisation auprès d'un échantillon de 53 paysans à Santa nous a permis de constater que 85 % de ces paysans ne conservent plus les pesticides dans les maisons d'habitation, 63 % utilisent les masques lors de la manipulation des produits phytosanitaires et 35 % conservent les denrées alimentaires avec des produits naturels tels que les feuilles de cyprès. A Babanki, les séances de sensibilisation ont également permis aux participants d'échanger en profondeur sur les avantages qu'offre le système de parcage nocturne des bœufs sur la qualité du sol et des aliments produits comparé à l'emploi des pesticides et engrais chimiques. 13 paysans venus de la localité de Santa pour l'occasion, ont partagé leur expérience en matière de conservation naturelle des produits de la récolte.

Les capacités de 21 paysans dont 15 femmes ont été renforcées sur les techniques de gestion du Cajanus utilisé comme espèce améliorante et sur les techniques de fabrication du compost. L'évaluation d'impact socio-économique a donné l'occasion de suivre les parcelles du système de parcage nocturne des bœufs à Babanki. Ce suivi nous a permis de noter que la pratique de cette technique tend à se généraliser dans le village Babanki et contribue à renforcer davantage les liens entre les agriculteurs et les éleveurs. Pour preuve, seuls 7 cas d'incidents entre les communautés ont été inventoriés.

Reboisement

Nous avons organisé un atelier de planification et 2 sessions de formation des pépiniéristes de Bati et apporté un appui à l'aménagement de forêt sacrée de cette localité. Des appuis techniques et financiers ont été apportés au groupe d'initiative commune SEBEFEU de Bahouan pour la production et commercialisation des plants d'arbres et aux paysan(ne)s de Bamenyam pour la sécurisation foncière de la parcelle de reboisement communautaire. Des informations ont été ainsi collectées pour l'immatriculation de ladite parcelle et une rencontre de restitution a été organisée.

Au terme de l'année, les sessions de formation organisées à Bati ont permis de renforcer les capacités de 12 personnes en techniques de pépinières d'arbres. Une pépinière d'une capacité de 30 000 plants a été créée à Bati. Dans cette pépinière, des germoirs ont été confectionnés et des semences d'eucalyptus, de cyprès et de Gmelina mis en terre. L'accompagnement des pépiniéristes de Bahouan leur a permis de produire 15 690 plants d'arbres fruitiers, de raphia, de palmier à huile et d'arbres ornementaux. Environ 6 700 plants ont été vendus par ces pépiniéristes et les revenus générés d'environ 481 300 Fcfa ont été partagés équitablement entre les 7 membres dont 04 femmes. Cinq cent (500) plants ont été donnés en appui à l'Unité de Promotion de l'Ecologie à l'Ecole (UPEEC) pour répondre aux besoins exprimés par les établissements scolaires.

Grâce aux appuis apportés aux paysans de Bamenyam, les activités d'entretien et de réalisation des pare-feux ont repris dans la parcelle de reboisement communautaire qui compte à nos jours environ 4 700 arbres. Les groupes d'initiatives communes impliqués dans ce reboisement ont été ainsi remobilisés et le comité de suivi du processus d'immatriculation a été mis en place. Ce comité comprend un représentant de chacun des 7 GIC impliqués dans l'activité. Il a pour tâches de proposer des textes devant régir la gestion de la parcelle de reboisement communautaire, de constituer et de soumettre aux services compétents le dossier de demande de bornage et du titre foncier.

Dans l'objectif d'amener les populations de 5 communautés à s'engager dans la lutte contre la déforestation dans la Province du Nord-Ouest, nous avons apporté des appuis techniques et matériels à 150 paysans pour la production de 12 000 plants dans 4 pépinières villageoises existantes et pour la création de 3 nouvelles autres dans l'union paysannes UMOFAG.

Dix sept mille (17 000) plants sont en cours de production dans 6 pépinières. Les appuis aux initiatives de reboisement ont permis aux populations de Ngondzen et Dzeng de mener des opérations d'entretien et de protection des espaces boisés contre les feux de brousse. Environ 10 ha

de reboisement créés dans l'objectif de protéger les points d'eau ont été ainsi entretenus. En raison de l'acuité avec laquelle le problème d'eau se pose dans les localités de Nzeng et Ngondzen, la célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement a été l'occasion de mobiliser et de sensibiliser les populations, les autorités administratives, religieuses et traditionnelles sur l'importance des arbres plantés pour l'amélioration et le maintien du débit des sources d'eau et sur la nécessité d'entretenir ces arbres. Grâce à ces séances de sensibilisation, les populations de Dzeng ont intégré l'entretien et la protection des espaces reboisés dans le plan de travail communautaire et ont planté près de 1 500 arbres sur deux points de captage d'eau. La session de formation organisée au bénéfice des formateurs endogènes a permis de renforcer les capacités de 7 membres de l'Union UMOFAG en techniques de production des plants de palmier à huile. Ces paysans sont aujourd'hui opérationnels et apportent un appui technique non négligeable à leurs homologues des autres pépinières communautaires pour la production des plants de palmier à huile. Ils ont en outre plantés 3 600 arbres dont environ 3 000 *Prunus Africana* et 600 palmiers à huile. Grâce au partenariat développé avec le "Community Volunteers for Technical Assistance", 9 500 arbres ont été également plantés par les populations du Département de Boyo.

Initiatives de développement des partenaires à la base

Dans l'objectif de contribuer à l'amélioration du niveau de revenu des paysans et paysannes en milieu rural de la Province de l'Ouest, nous les avons appuyés et accompagné dans la réalisation de 3 projets dont un projet de production et vente groupée de maïs, un projet de production des semences améliorées de maïs à l'Union Madzong Kwanno, et un projet de production de piment au bénéfice du groupe d'initiatives des jeunes aveugles de Dschang. Nous avons également accompagné l'Union Madzong La'azizi dans la mobilisation de son apport propre en vue de la réalisation d'un projet de production des oignons. Nous avons enfin organisé des visites de prospection dans les localités de Bahouan et Batié dans la perspective de promouvoir la cuniculture dans ces localités. Un atelier d'échange a été organisé au bénéfice des cuniculteurs identifiés lors de ces visites de prospection.

Au terme de l'année, le suivi du projet de production de la vente groupée de maïs a montré que grâce aux appuis apportés à l'Union Madzong Kwanno, 60 paysans dont 42 femmes ont amélioré leur production de maïs. D'après les déclarations des bénéficiaires, une augmentation de la production de l'ordre de 67 % a été observée dans les parcelles du projet par rapport aux autres parcelles cultivées sans amendement par les mêmes paysans. Afin de réaliser le maximum de bénéfice, les producteurs ont convenu de réaliser la vente groupée au cours du premier semestre 2006, période pendant laquelle le kilogramme de maïs atteint son prix le plus élevé sur les marchés locaux.

Près de 105 personnes dont 60 femmes ont bénéficié du projet de production de semences améliorées de maïs. L'appui apporté par le CIPCRE était constitué des semences de base, des fertilisants organiques (fiente de poule) et des produits phytosanitaires. Un atelier de recyclage a permis de mettre à niveau les connaissances théoriques et pratiques des bénéficiaires sur les techniques de production des semences de maïs. 27 bénéficiaires du projet représentant 9 groupes d'initiatives communes ont participé à cet atelier. La mise en pratique des connaissances acquises couplée aux appuis conseils du personnel du CIPCRE a permis aux 105 bénéficiaires de produire environ 3 tonnes de semences. Ces semences ont été en partie distribuées aux membres de l'Union Madzong Kwanno pour préparer la prochaine campagne. Le surplus a été vendu aux promoteurs du projet et leur a permis de générer un gain d'environ 696 000 Frs cfa. Cet argent sera utilisé pour l'acquisition des intrants agricoles.

Grâce aux actions d'accompagnement de l'Union Madzong La'azizi dans la mobilisation des ressources financières, une somme de 648 735 Fcfa a été mobilisée par 14 groupes d'initiatives communes membres de cette union. Cette somme sera utilisée comme contribution propre des épargnants pour la réalisation d'un projet de production d'oignons dans la localité de Bangang. Les

visites de prospection ont permis d'identifier 83 cuniculteurs dont 45 femmes à Bahouan et Batié. L'atelier d'échange organisé à leur profit leur a permis de partager leurs expériences dans le domaine de l'élevage de lapins. A cette occasion, nous les avons entretenus sur l'alimentation des lapins, leur entretien et la sélection des géniteurs. 10 jeunes aveugles dont 4 jeunes filles ont créé une parcelle de 0,5 hectares de piments grâce aux appuis technique et matériel à eux apportés.

Afin de contribuer à l'amélioration du niveau de revenu des partenaires à la base dans le Nord-Ouest, nous les avons accompagnés dans la mise en œuvre de leurs initiatives de développement. Ainsi, au cours de la période de référence, nous avons apporté des appuis techniques et matériels à la construction du foyer communautaire d'une Union Paysanne, accompagné 3 Unions Paysannes dans leurs processus de restructuration, organisé 4 sessions de formation dont 3 sur la gestion des fonds rotatifs et un sur l'élaboration des projets et la mobilisation des ressources. Nous avons aussi réalisé le suivi des formations sur la gestion des fonds rotatifs, suivi et évalué les projets des unions paysannes parmi lesquels le projet de développement de l'apiculture de l'union ITFU. Nous avons enfin apporté un appui aux apiculteurs de cette union.

Les appuis techniques, financiers et matériels apportés ont permis à 159 paysans dont 108 femmes de l'union MIFU d'achever la première phase de leur projet de construction du foyer communautaire. Ce foyer qui comportera entre autres un magasin de stockage et un présentoir doit à terme faciliter l'évacuation et la vente groupée des produits agricoles des membres de cette union paysanne. Les sessions de formation organisées ont permis de renforcer les capacités de 243 paysans dont 163 femmes des unions Kekufag, Mifu et Umofag sur la gestion transparente des fonds rotatifs, avec un accent particulier sur la tenue des cahiers de caisse. 57 paysans dont 44 femmes ont également pu renforcer leurs capacités grâce à la formation qui leur a été dispensée sur l'élaboration des projets et la mobilisation des ressources financières et humaines. Les participant(e)s à cette formation venaient des GIC et unions paysannes de 6 localités dont Mankon, Chomba, Mforya, Nsengwa et Mbattu. Le suivi de la mise en pratique des acquis de l'ensemble des formations organisées au courant de l'année a montré que 4 des 5 unions paysannes qui ont bénéficié de ces formations ont entrepris des actions en vue d'améliorer leur autofinancement. Ainsi, dans les unions Nkufu, Umofag et Mfu, les membres ont pu mobiliser à travers les tontines, un montant d'environ 2 736 200 Fcfa qui leur a permis d'augmenter leur fonds rotatif et d'accorder des crédits à un nombre plus élevé de membres pour la réalisation de petits projets agricoles. Dans l'union Mifu, la mobilisation des membres de 10 groupes d'initiatives communes a permis de collecter une somme de 100 000 Fcfa et de démarrer la deuxième phase de la construction de leur foyer communautaire par la fabrication de 1 625 briques de terre. Bien que le taux de recouvrement des fonds rotatifs reste stable autour de 80 % dans l'union ITFU, on peut noter que de par leur présence de plus en plus massive aux réunions, les membres montrent un intérêt croissant pour cette activité.

Le suivi-évaluation des projets de production et de commercialisation des semences améliorées de pomme de terre et du miel a permis d'alléger les difficultés auxquelles les promoteurs sont confrontés et d'envisager des solutions à mettre en œuvre dans l'avenir. On a pu noter que l'union Nkufu grâce à sa production arrive à satisfaire les besoins de ses membres en semences de pomme de terre. A l'union ITFU, les membres ont manifesté un intérêt de plus en plus croissant pour la pratique de l'apiculture. Ceci justifie l'appui apporté à cette union pour le renouvellement du petit matériel de récolte et de conditionnement du miel. Cet appui a permis à 23 de ses membres de produire 415 litres de miel. Le résultat des enquêtes réalisées auprès de ces apiculteurs a montré que la vente de la production et des sous-produits de la ruche leur a permis de générer des revenus additionnels de l'ordre de 660 000 Fcfa qui ont été investis dans la fabrication de nouvelles ruches et dans l'amélioration des conditions de vie de leurs familles.

Assainissement de la ville de Bafoussam

Dans l'objectif de stabiliser et de renforcer la participation des populations de la ville de Bafoussam à l'assainissement de leur cadre de vie, nous avons apporté des appuis contractuels, des appuis pour la vulgarisation du compost et pour la sensibilisation des populations aux groupes d'initiatives communes des composteurs de cette ville. Nous avons également accompagné ces GIC dans le suivi et la recherche du partenariat avec les structures de développement urbain et dans la mise sur pied des stratégies de mobilisation des contributions des populations aux activités de collecte des ordures ménagères. Nous avons enfin organisé à leur profit un atelier sur l'animation et la gestion des groupes. Afin de promouvoir le compost en milieu paysan, 4 ateliers de formation sur les techniques de compostage des comités de développement ont été organisés.

Au terme de l'année, 387 nouveaux ménages contribuent financièrement à la collecte de leurs ordures ménagères. A défaut d'apporter une contribution financière, environ 560 autres ménages déversent leurs ordures directement dans les sites de compostage. Ces contributions financières et en nature des populations sont le résultat des sensibilisations organisées par les GIC sur l'insalubrité et la santé des populations. Environ 1 950 ménages ont été touchés par les séances de sensibilisation. Nous relevons que la forte mobilisation des comités de développement a contribué à faciliter l'organisation des séances de sensibilisation. Les appuis financiers contractuels apportés aux GIC de composteurs leur ont permis d'assurer l'entretien du matériel de collecte et de développer les activités génératrices de revenus, telles que la culture du maïs, du haricot et de la banane plantain. Les parcelles mises en place ont continué à servir de champs écoles sur l'utilisation du compost ; 4 ateliers de formation sur les techniques de compostage organisés au bénéfice de deux comités de développement ont permis de renforcer les capacités de 115 ménages dans deux quartiers de la ville de Bafoussam.

Des appuis apportés aux GIC pour la vulgarisation du compost leur ont permis de renouer avec la prospection et de vendre 1 215 sacs de compost sur les 1 681 sacs produits. La participation du GICCOKO au Salon International de l'Entreprise 2005 organisé à Yaoundé a été une occasion pour faire la promotion des activités des GIC de composteurs au-delà de la Province de l'Ouest. Pendant les 10 jours qu'a duré ce Salon, les membres de ce GIC ont, avec l'appui d'un cadre du CIPCRE, expliqué aux visiteurs le processus de transformation des ordures ménagères en compost. Environ 1 500 personnes dont Monsieur le Premier Ministre ont visité le stand de GICCOKO dont l'animation a été rendue facile et attractive grâce au matériel didactique produit avec l'appui technique du CIPCRE. Ce matériel comprenait un dépliant, des échantillons de compost, des échantillons de produits vivriers obtenus avec du compost et un documentaire vidéo sur les activités de collecte et de transformation des ordures ménagères et sur les techniques d'utilisation du compost. Les activités présentées par le GICCOKO lors de ce salon ont été enrichies par quelques productions du CIPCRE telles que ECOVOX, ECO-JEUNES, les plantes médicinales et les livres de la collection "Foi et Action".

L'appui au suivi et à la recherche des partenaires a permis aux GIC d'initier et de monter sous notre supervision 10 projets dans le domaine de l'enlèvement des refus, du renforcement du petit matériel et de la vulgarisation du compost. Certains de ces projets ont été soumis à l'Ambassade du Royaume Uni, à MAJEB, au PACDDU et à la Guinness Cameroun. Les activités de collecte et de compostage des ordures ménagères ont démarré sur le site de compostage mis en place à Douala par le GIC de composteurs de Kouogouo avec l'appui de l'entreprise HYSACAM. Le démarrage de ces activités a été possible grâce à un appui en petit matériel apporté par cette entreprise qui a continué à fournir gratuitement les ordures ménagères aux composteurs.

Au Bénin, l'appui-accompagnement a consisté en l'alphabétisation fonctionnelle des apprentis en français, l'organisation de séance d'éducation écologique des patrons, l'éducation écologique des apprentis, les séances d'IEC sur les pièces d'état civil, l'appui à la construction des ateliers et la gestion de l'espace métiers.

Alphabétisation fonctionnelle

Les cours d'alphabétisation, démarrés au second semestre 2004 avec un effectif de 31 apprenants dont 4 patrons, se sont poursuivis jusqu'au 28 février 2005 mais avec un absentéisme déconcertant.

Education écologique des patrons

L'éducation écologique a été organisée en 2 séances :

- une séance sur les normes d'ateliers et l'importance de la verdure. Organisée exclusivement à l'intention des artisans ayant exprimé dans leurs idées de projets la préoccupation relative à la construction d'atelier, la séance a réuni 37 maîtres artisans qui ont été entretenus sur les différents compartiments d'un atelier, l'intérêt d'une bonne ambiance bioclimatique dans l'atelier à travers une bonne aération et un bon éclairage, les fonctions des arbres et parterres de fleurs, etc.
- une séance d'IEC sur la gestion des ordures ménagères a connu la participation de 91 artisans.

Education écologique des apprentis

Quant à l'éducation écologique des apprentis, les cours démarrés au second semestre 2004 sur la base du manuel constitué de 14 modules, se sont poursuivis et achevés avec 64 apprenants de la première promotion, dont 60 ont été évalués et 14 meilleurs apprenants récompensés (par des tenues de travail). Suite à l'évaluation qui a porté d'une part sur les enseignements retenus et les réinvestissements déjà faits et d'autre part sur les réinvestissements en perspective, les supports iconographiques ont été affichés dans les ateliers et un mécanisme de suivi des effets a été mis en place.

Après le recensement d'autres apprentis, une deuxième promotion a été mise en place : des séances de concertation avec les patrons ont permis de tirer leçon de la première expérience et de déterminer de nouvelles stratégies pour mieux réussir. Ensuite, des séances d'information et de motivation ont eu lieu avec les apprentis recensés dont 92 se sont inscrits librement. Les cours se sont déroulés dans les quatre centres et tous les quatorze modules (rassemblés en 6 groupes de thèmes) ont été enseignés avec à la clé trois évaluations formatives. Une session groupée s'est tenue le 21 octobre et a rassemblé les apprenants des 4 centres autour du thème "*Importance de la verdure : cas des arbres et des parterres de fleurs*". Au cours de cette activité d'envergure, les apprentis ont installé des parterres de fleurs au niveau de 9 ateliers et mis en terre 250 plants au siège du CIPCRE-Bénin.

Séances d'IEC

S'agissant des séances d'IEC sur les pièces d'état civil, une séance tenue le 15 juillet avec l'appui des personnes de WILDAF a porté sur les procédures de déclaration de naissance, l'importance de l'acte de naissance, la famille et l'acte de mariage et l'acte de décès, etc. 104 participant(e)s dont 18 femmes ont pris conscience de l'importance du sujet et ont pris divers engagements correctifs. Ensuite les patrons membres du Comité de Suivi du PA 2005 ont tenu des séances de restitution décentralisées : 58 apprentis dont 23 à Porto-Novo et 35 à Adjara et Akpro-Missérété ont été entretenus et ont pris aussi des engagements correctifs.

Construction des ateliers

Un appui a été donné à 5 artisans pour la construction de leurs ateliers : LIGAN Yves ; AGUEMON Hubert ; TCHOUKO Albert ; VIMITONDE Claude et TADEGNON Cyprien en ont été les bénéficiaires.

La mise en place de la verdure autour des ateliers a été effective au niveau de dix huit (18) partenaires.

Pour ce qui est de la gestion de l'espace métiers, sur les deux artisans installés sur le site, un ne travaille pas à plein temps et ne s'acquitte pas régulièrement de ses obligations financières : il n'a payé que le ¼ de sa contribution d'occupation un an après son installation. Après moult interpellations, son atelier a été mis sous scellé, en attendant qu'il régularise sa situation.

Renforcement des capacités

Dans le souci de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des artisans, nous avons renforcé leurs capacités en marketing et techniques de production. Ainsi, 74 artisans n'ayant pas participé aux séances organisées l'année dernière sur le marketing ont été invités et entretenus pendant quelques heures sur les supports de publicité, l'accueil des clients, la technique de vente et la négociation avant d'être rejoints par leurs pairs 34 artisans qui avaient été formés en 2004 pour aborder ensemble les questions liées à l'obtention, la gestion et le remboursement de crédit professionnel. Les séances tenues en deux vagues se sont déroulées les 20 et 27 mai 2005. La séquence relative au crédit a été animée par une personne ressource externe provenant d'une institution de microfinance (ONG GERAPIA).

Nous avons également organisé des visites d'échanges.

Au terme d'une séance préparatoire tenue le 6 avril avec les membres des bureaux des associations et du Comité de Suivi du PA 2005, les inscriptions ont été lancées et les dates de visites retenues. Les associations ont aussi identifié les artisans jugés meilleurs et qui seront visités par leurs pairs. L'animatrice du CIPCRE est passée rencontrer ces artisans pour leurs préparations sur les axes importants qu'ils devront exposer aux visiteurs. Les visites ont enregistré la participation de 63 artisans.

Equipement

L'appui à l'équipement a été effectif, ce qui a permis la réalisation de 13 microprojets au profit de 13 artisans.

Au départ, la politique d'appui financier appliquée à l'équipement était :

- pour les projets d'équipement dont le montant total ne dépasse pas 50.000 FCFA, il était accordé une subvention de 50% ;
- pour les projets d'équipement dont le montant total dépasse 50.000 FCFA, il était accordé une subvention de l'ordre de 25%.

Mais étant entendu que la rentabilisation desdits équipements se fait à long terme, les prêts ne sont plus encouragés ; la subvention du CIPCRE-Bénin porte sur des équipements précis.

Amélioration de la qualité des produits

D'autres appuis, notamment à l'amélioration de la qualité des produits et à la commercialisation et/ou à la promotion des produits artisanaux ont été accordés.

Deux œuvres d'art du forgeron-fondeur (M. MENOU Vivien) ont été examinées et améliorées. Les amendements portent aussi bien sur l'idée qui a été à l'origine de la conception, que sur la technique de production et la qualité des produits.

Un atelier de réflexion s'est tenu le 08 février 2005 et visait à mettre en place des stratégies pour promouvoir les produits recyclés en général et les meilleurs produits innovés en particulier. La vingtaine d'artisans innovateurs et les responsables du CIPCRE ont convenu de la mise en place d'une boutique centrale à Porto-Novo et relayée par une vitrine d'exposition au siège du CIPCRE. Les artisans sont responsables de la production en vue d'approvisionner la boutique. Ils s'organisent pour en assurer la gestion. Le CIPCRE est responsabilisé pour accompagner les actions d'organisation, de publicité et pour apporter un appui logistique dégressif.

Galerie de la Capitale

Après avoir affiné la proposition de mise en place de la boutique centrale, nous avons posé, avec les artisans, les pas préalables ci-après :

- élaboration des TdR (fiche technique précisant la politique en cette matière) ;
- étude de quelques expériences similaires (notamment des centrales d'approvisionnement mises en place et gérées par des groupes d'artisans/artisanes à Parakou, à Lokossa, à Cotonou et à Porto-Novo) ; les délégations sont composées des responsables d'artisans et d'un animateur du CIPCRE-Bénin ;
- contacts avec les responsables de la Croix Rouge Béninoise, la mairie de Porto-Novo, la Préfecture et le Collectif des associations d'artisans.

Les démarches et les négociations ont abouti à la construction d'une infrastructure dans l'enceinte du siège du Collectif des artisans de Porto-Novo en face de la grande poste au quartier Oganla. L'ouvrage est composé de :

- d'une terrasse externe découverte, de 10m² ;
- un hall grillagé couvert de paillote décorative, de 10 m² ;
- un magasin d'exposition en construction métallique couvert de tôle, de 25 m².

La boutique dénommée "**GALERIE DE LA CAPITALE**" a été inaugurée officiellement le 29 décembre 2005 en présence de diverses autorités, des responsables d'organismes intervenant dans le secteur de l'artisanat et de la presse (écrite, parlée et audiovisuelle). A terme, elle devra permettre de :

- faire connaître davantage les produits de l'artisanat de recyclage ;
- accroître la vente des produits de l'artisanat de recyclage dans la perspective de l'amélioration des conditions de vie des artisans.

Outre la gérante chargée d'assurer le fonctionnement quotidien, la boutique est suivie par un comité de gestion de 5 membres à savoir : Président (BELLO Samadou) ; Secrétaire (HOUNKPATIN Pierre) ; Trésorier (MENOUE Hilaire) ; Organisateur (OLATCHEMEDJI Félix) ; Commissaire aux comptes (DAKPOGAN Anicet).

Appui conseils et financiers

Afin de leur ouvrir des perspectives pour la commercialisation et la promotion de leurs produits, nous avons informé ces artisans sur les conditions et les dates de tenue des certaines expositions non seulement par courrier administratif mais aussi par contact physique. Ainsi, par des appuis conseils et financiers, avons-nous facilité 14 participations à 5 expositions (FESPACO au Burkina, GAAP à Parakou, SNAB à Cotonou, Foire GIPATO à Sokodé au Togo, Foire à Niamey) au profit de 7 artisans.

Des appuis ont été apportés aux projets de promotion des produits. Ainsi 16 microprojets d'approvisionnement (pour production en stock et vente) ont été financés au titre de l'année. La liste des bénéficiaires se présente comme suit : OLATCHEMEDJI Félix, VODOUNHESSI Agbomènou, AGUEMON Casimir ; AFAWA Paulin ; ADI Victorin ; SAVI Bernard ; ADIN Clément ; OGBIN Adjimon ; WOUNOU Agonma ; OKPA Bertin ; DOHOU Basile ; BOGNON Jean ; KOUTON Mathias ; DANSOU Adjassa ; HOUENOU Sègbégnon ; FATCHEOU Honoré. Il est à noter que 3 autres artisans (MENOUE Hilaire, WANVEMEDE César et MENOUE Vivien) avaient été appuyés techniquement et financièrement pour faire face à des commandes importantes qu'ils ne pouvaient plus exécuter avec leurs propres fonds de roulement.

Appuis stratégiques

Les appuis aux artisans ont aussi porté sur la collecte et l'analyse des idées de projets/plans d'autopromotion. Par le passé, les interventions d'appui-accompagnement des artisans se faisaient

au coup par coup, ce qui ne permettait pas d'avoir une idée claire des actions à mener à court, moyen et long termes, encore moins de déterminer la durée et les impacts du partenariat avec tel ou tel artisan. C'est pourquoi, en référence aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours, il a été retenu d'engager les artisans dans un exercice de réflexion prospective sur leurs besoins et les sollicitations qu'ils peuvent adresser au CIPCRE. Dans ce cadre, une séance d'information et de concertation sur cette "nouvelle approche" s'est tenue le 10 février en présence de 140 personnes (95 artisans et 45 épouses d'artisans). Un formulaire de présentation des idées de projets a été conçu et mis à la disposition des artisans qui ont disposé d'un mois pour mûrir leurs idées.

Pour l'analyse des idées de projets, nous avons constitué des équipes composées avec des représentants d'artisans (2 par association). Des critères ont été retenus pour étudier dans un premier temps les idées de projet de chaque artisan. Ensuite, chaque artisan a été invité à un entretien individuel (et en l'absence de ses pairs qui ont fait l'étude au 1^{er} temps) pour d'une part apporter les clarifications nécessaires et s'entendre sur les projets entrant dans nos domaines d'intervention d'autre part établir un ordre de priorité. A cette étape, une autre séance de clarification s'est tenue le 13 mai avec la participation de 60 artisans auteurs de projets qui ont convenu avec nous des conditions spécifiques d'appui par type de projet. Enfin, chaque projet prioritaire a été conçu et élaboré à l'aide de formulaires spécifiques dont le remplissage s'est fait au cours d'entretiens entre l'artisan et notre animateur.

Les artisans ont été associés aux activités de suivi. A cet égard, un Comité de Suivi du Plan Annuel 2005 a été mis sur pied. Composé de 10 représentants de l'ensemble des artisans partenaires, ce comité est associé à la définition des stratégies des activités, aux préparatifs et à la mise en œuvre de certaines activités. Le taux de participation des membres aux réunions et activités a été de 75% à 90% dans les 3 premiers trimestres avant de baisser jusqu'à 30% dans le dernier trimestre.

Ateliers bilan

Deux (2) ateliers bilan ont été organisés, le premier, semestriel le 28 juin avec 30 artisans responsables d'associations et membres du Comité de Suivi, le deuxième, annuel, le 23 novembre avec 91 participants qui ont communiqué les effets de certaines activités et ont approuvé la nouvelle méthode de travail en ce qui concerne l'élaboration des microprojets, la mise en place d'une boutique témoin, la possibilité de prêts, les animations concernant le Genre, etc.

Sélection et récompense des meilleurs partenaires

Dans l'optique de la sélection et de la récompense des meilleurs partenaires, les artisans recycleurs partenaires ont été appréciés sur la base des critères ci-après :

- amélioration des cadres et conditions de travail (organisation de l'espace, Hygiène dans et autour de l'atelier, Verdure (autour de l'atelier)
- présence aux séances de sensibilisation ;
- respect des engagements (contrats de réalisation de projet) ;
- opportunités aux apprentis.

Sur les 198 partenaires pris en compte, 30 ont été primés dont 9 meilleurs et 21 autres ayant mieux satisfait aux conditions. Les prix sont constitués de tenues de travail et d'espèces que les lauréats ont utilisés pour des équipements et autres accessoires de leur travail.

Le suivi des microprojets appuyés a été fait à l'aide de fiches et sur la base des contrats signés avec les partenaires. 23 microprojets ont été régulièrement suivis. Par ailleurs, quatorze fiches de capitalisation sont tenues (12 fiches thématiques et 2 fiches de capitalisation personnalisée des artisans).

Pour quels effets ?

Au cours du mois de décembre, il a été organisé sur un large échantillon de 22 artisans (sur les 38 promoteurs appuyés en 2005) une enquête d'évaluation des effets des activités menées au cours de l'année. Un sondage spécifique a été réalisé sur les résultats et effets de l'éducation civique relative aux pièces d'état civil ; sondage qui a porté sur un échantillon de 30 partenaires dont 10 maîtres artisans, 10 femmes d'artisans et 10 apprentis. De même un sondage spécifique a été fait à l'endroit de 6 des 9 lauréats du concours Meilleurs Produits Recyclés édition 2003.

En terme de résultats atteints et d'effets, le post-test collectif a donné un score de 70% pour le marketing et 40% pour le crédit. Mais il faut reconnaître que dans la suite, tous les artisans ne remboursent pas correctement les prêts à eux octroyés par le CIPCRE-Bénin.

Les visites inter-ateliers ont permis aux artisans d'échanger sur la gestion des apprentis (motivation des apprentis par dons d'argent de poche, la latitude qu'ont les apprentis de faire officiellement de petits jobs à leur propre compte, etc.), la gestion de la production, la gestion des commandes (programmation de la livraison).

Avec la nouvelle approche d'appui des microprojets, 73 % des artisans appuyés et interviewés ont reconnu qu'ils écoulaient mieux leurs produits et/ou accroissent leurs revenus. La progression vers les impacts attendus dans les contrats de réalisation de microprojets est assurée pour 64 %. Les 9% ont eu des événements sociaux (Décès, naissance, maladies) qui ont englouti leurs revenus.

Les 27 % d'artisans qui n'ont pas obtenu de résultats intermédiaires sont surtout ceux dont les microprojets portaient sur des équipements qui ne sont pas encore fonctionnels (manque d'énergie, travaux supplémentaires, etc.).

Le total des recettes déclarées dans le cadre des expositions est de 2.642.800 FCFA, non compris les recettes des commandes satisfaites après les expositions.

A travers la boutique centrale, le public est mieux informé des produits artisanaux de recyclage dont le stock à l'inauguration était de 381 articles pour une valeur totale de 1.052.675 FCFA. Les recettes des trois jours de vente se sont élevées à 41 575 FCFA. Le nombre de visiteurs varie entre 15 à 20 personnes par jour.

L'éducation écologique des apprentis des deux promotions a permis à 97 apprenants de connaître et d'appliquer les enseignements. D'importants réinvestissements ont été enregistrés. 42 apprenants de la 2ème promotion ont été tous vaccinés contre le tétanos.

L'éducation civique relative aux pièces d'état civil a donné les résultats et effets ci-après :

- un patron (AFOKPE Tozé) et un apprenti de ZANKLAN Pierre (ATIKPA Jean) se sont fait établir leur jugement supplétif ;
- neuf (9) personnes dont 4 patrons et 5 apprentis ont entrepris des démarches auprès des mairies qui n'ont pas encore abouti ;
- aucune des 10 femmes interviewées n'a encore donné une suite concrète, et pour causes : la peur de la lourdeur administrative, le faible pouvoir économique et le fait d'attendre que le mari prenne l'initiative ou que ce soit lui qui aille collecter les informations nécessaires ;
- seize (16) personnes (patrons, femmes et apprentis) ont pris de nouveaux engagements pour se doter de pièces d'état civil

Elevage du petit gibier

En vue de promouvoir une alternative au braconnage dans les hautes terres de l'Ouest Cameroun, nous avons produit et entretenu des géniteurs à la station pilote de Bafoussam, organisé des sessions de formation, installé et suivi des élevages sur le terrain. Nous avons aussi mené des actions d'information et de sensibilisation des populations sur l'élevage des aulacodes.

Au terme de l'année, 46 personnes dont 7 femmes ont été formées en techniques d'élevage des aulacodes. Les différents thèmes abordés lors de la session de formation organisée à cet effet concernaient l'alimentation des animaux, la construction des loges et le suivi sanitaire. A la suite des sessions de formation, 30 nouveaux éleveurs ont été installés, ce qui fait un total de 60 éleveurs en activité. Les différentes visites de suivi réalisées auprès de ces éleveurs ont permis de continuer à leur apporter des appuis/conseils sur les aspects pratiques de l'élevage des aulacodes. Les statistiques tenues par les éleveurs montrent que le cheptel aujourd'hui disponible sur le terrain peut être estimé à 720 sujets et que le taux de mortalité qui se situe autour de 8 % permet d'envisager une augmentation plus importante du cheptel dans les années à venir.

Au niveau de la ferme pilote, les activités réalisées ont permis de produire 316 géniteurs, mâles et femmes confondus, ce qui a fait une augmentation de l'ordre de 80 % par rapport à l'effectif de début de l'année. Ce chiffre tient compte des sujets diffusés au cours de l'année. Le tableau ci-dessous donne la structure du cheptel à la ferme pilote en fin d'année 2005 :

Femelles gestantes	Femelles non gestantes	Femelles allaitantes	Mâles adultes	Femelles non sevrées	Mâles non sevrés	Mâles sub adultes	Femelles sub Adultes	Mâles castrés	Total
30	4	7	10	14	13	65	31	46	220

Lutte contre le changement climatique

Dans le cadre du projet de lutte contre le changement climatique et la pauvreté dans la Province de l'Ouest-Cameroun, nous avons tour à tour, renforcé les capacités des cadres du CIPCRE et des partenaires, conçu et produit du matériel de sensibilisation, sensibilisé les partenaires à la base sur les risques de conséquences du changement climatique, promu des activités pratiques d'économie de bois énergie, promu la séquestration du carbone à travers des activités génératrices de revenus et mené des actions de plaidoyer auprès des décideurs locaux et nationaux.

Renforcement des capacités

Les questions relatives au changement climatique, à ses causes et à ses conséquences sur la vie des populations, sur l'économie des ménages et sur l'environnement étant un domaine relativement nouveau dans la province de l'Ouest-Cameroun, il était important que tous les partenaires, déclarés ou éventuels du projet, soient imprégnés des concepts relatifs et qu'ils aient une compréhension commune de ses enjeux.

C'est dans cet objectif qu'une session de formation a été organisée en vue de renforcer les capacités du personnel du CIPCRE et des partenaires du projet sur les causes et les conséquences du changement climatique et sur les mesures d'atténuation de ses effets sur le développement et l'environnement. Plus spécifiquement, il s'est agi de familiariser les participants avec la problématique du changement climatique et de leur donner des outils et des connaissances sur la législation nationale et les conventions internationales qui régissent la gestion de l'environnement en général et le changement climatique en particulier ; de permettre aux participants de maîtriser les causes et les conséquences des différents gaz à effet de serre ; de connaître ces gaz, leur source, leur manifestation, leur cycle, leurs rôles dans le changement du climat et les différentes mesures d'atténuation de leur émission dans l'atmosphère ; d'identifier en milieu réel les manifestations du changement climatique ; de déceler les risques éventuels et de proposer des solutions durables possibles.

Cette formation a été organisée du 26 au 30 juin 2005 dans la salle polyvalente du CIPCRE et a regroupé 26 cadres dont 16 partenaires provenant des services déconcentrés de l'Etat, des universités, des lycées et collèges, du monde paysan et religieux et des groupes organisés. Elle était assurée par Dr Nérée Onguene Owona, Chargé de Recherche à l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) et Dr Jacques Kanmegne, Chargé de Recherche au World Agroforestry Centre (ICRAF).

Concours de dessin et de coloriage

Organisé dans sept établissements scolaires, le concours de dessin et de coloriage avait pour objectif d'amener les enfants à exprimer leurs perceptions des causes, des effets et des alternatives pour l'atténuation du changement climatique. Ont bénéficié de cette activité, deux écoles primaires dont l'école primaire pilote de Banengo, l'école primaire de référence de Mbouo, le Lycée Technique de Bafoussam, les Lycées Classiques de Dschang et de Bafang, le Lycée Bilingue de Foumbot et le Lycée de Bamena. Comme résultats obtenus 100 dessins et coloriages ont été produits par les élèves de ces différents établissements.

Documentaire vidéo

Un documentaire de 26 minutes a été réalisé et diffusé par la télévision nationale. Il rend compte des grandes lignes des thèmes abordés pendant la formation tout en restituant les étapes importantes de la visite de terrain. Les temps forts de la cérémonie de lancement officiel du projet ont été repris dans ce documentaire, qui a été par ailleurs enrichi par les interviews des participants à la formation, des autorités administratives au niveau régional, des paysans et acteurs intervenant dans le traitement des ordures ménagères.

Etat des lieux sur les connaissances des populations

Afin de développer des stratégies et des outils de sensibilisation adaptés aux réalités locales, il était important pour le personnel de terrain d'avoir une idée de la perception et du niveau de connaissances que les partenaires à la base ont des risques et conséquences du changement climatique. C'est ainsi qu'une étude portant sur l'état des lieux des connaissances que les populations de la Province ont du phénomène a été réalisée. Cette étude a été conduite dans les villes de Bafoussam et Foumban et 7 villages : Bahouan, Bandjoun, Bangou, Bangang, Bansa, Bamenyam et Bagam. Quatre principaux critères ont permis de sélectionner localités, à savoir :

- la pression sur les ressources naturelles ;
- les pratiques agricoles ;
- la représentativité des zones agro écologiques de la Province ;
- les habitudes culinaires des populations.

Dans chacune des localités et selon qu'on se situait en milieu urbain ou rural, un questionnaire préalablement élaboré a été administré aux agriculteurs, aux apiculteurs, aux composteurs, aux agroforestiers, aux pépiniéristes, aux cultivateurs des plantes médicinales, aux élèves, aux enseignants, aux fonctionnaires, aux autorités administratives, religieuses et traditionnelles, aux responsables des services déconcentrés de l'Etat et aux acteurs du secteur informel. Au total, un échantillon de 250 personnes ont été interviewées dans le cadre de cette étude.

Les paramètres sur lesquels portait le questionnaire étaient :

- l'état des connaissances des populations sur les questions relatives aux changements climatiques ;
- la perception du changement climatique par les populations ;
- les sources d'information des populations ;
- les préférences des médiatiques des populations.

Les résultats des enquêtes ont montré, par rapport aux sources d'information, que les sources d'informations des populations varient suivant que l'on se trouve en ville ou au village ; la radio est le média le plus sollicité en milieu rural, la télévision et la presse écrite les principales sources d'information des populations en milieu urbain.

- de nombreuses chaînes de radio et de télévision sont opérationnelles dans la zone d'étude : la CRTV, Radio Batcham et Pouala FM pour les radio, la CRTV télé, STV et Canal 2 pour les télévisions.
- Les émissions les plus écoutées ou les plus regardées par les populations rurale et urbaine sont le journal et les émissions de divertissement, à l'instar des feuilletons et des matchs de football, les émissions à caractère éducatif étant moins attrayantes pour plus de 90 % des personnes enquêtées.
- Contrairement aux médias audio-visuels, les populations accordent très peu d'intérêt à la presse écrite en raison des coûts qu'implique l'achat des journaux.

Par rapport au niveau de connaissance des populations et à leur perception du changement climatique, les résultats sont les suivants :

- 90 % des personnes enquêtées ont avoué avoir noté des changements au niveau du climat. Les indicateurs relevés par ces personnes sont l'arrivée précoce ou tardive des pluies, l'abondance de ces pluies, les vents violents et les variations de température.
- 96 % des personnes enquêtées n'ont jamais entendu parler des gaz à effet de serre, et encore moins des origines et de l'influence de ces gaz sur le changement climatique.
- Le déboisement est la principale cause du changement climatique connue des populations.
- Plus de 90 % de personnes enquêtées ne sont pas conscientes de ce que leurs gestes quotidiens sont à l'origine des causes du changement climatique.
- Le reboisement reste la seule mesure d'atténuation des causes et conséquences du changement climatique connue des populations de la zone d'intervention du projet.

De ces résultats d'enquêtes, il ressort que, les populations de la Province de l'Ouest perçoivent les manifestations du changement du climat mais ne sont pas conscientes de leurs responsabilités par rapport à ce phénomène. D'où l'importance des actions de sensibilisation.

Causeries éducatives

Nous avons organisé des causeries éducatives sur les changements climatiques au profit de quatre catégories de partenaires, à savoir : des élèves des écoles primaires et les Lycées et Collèges, des unions paysannes, des étudiants de l'Université de Dschang et des ONG oeuvrant dans le domaine du développement de la Province de l'Ouest-Cameroun.

Au total, 1 900 personnes dont 400 paysans et paysannes, 1 400 élèves, 50 étudiants et 30 représentants des organisations non gouvernementales ont été sensibilisés à Bandjoun, Galim, Bangou, Bansa et Bahouan, dans 2 écoles primaires, 5 lycées et dans la salle polyvalente du CIPCRE. Tous les thèmes abordés étaient en rapport avec les causes, les conséquences et les mesures d'atténuation des risques de changement climatique. L'orientation de ces thèmes était fonction des bénéficiaires en présence, et des résultats attendus de ces bénéficiaires en terme d'action pouvant contribuer à l'éducation des populations ou à la mise en œuvre des mesures visant à limiter l'émission des gaz à effet de serre ou à séquestrer le carbone.

Emissions radio et Télé

Dans l'objectif de sensibiliser un public plus important sur le changement climatique, des émissions audio et visuelles ont été produites et diffusées sur les chaînes de radio et de télévision. Sept (7) émissions ont été diffusées sur les antennes de la CRTV-radio de la Province de l'Ouest et de la radio Batcham FM. Au niveau national, le documentaire vidéo a été diffusé à trois reprises sur les antennes de la télévision nationale.

Les sujets abordés dans les différentes émissions portaient sur : la présentation aux populations du projet de la "*Lutte contre le changement climatique et la pauvreté dans la province de l'Ouest-Cameroun*" ; les gaz à effet de serre, leurs sources et leurs effets sur le changement du climat ; la contribution des méthodes et techniques culturelles inappropriées dans l'émission des gaz à effet de serre ; la gestion des ordures et l'émission des gaz à effet de serre ; la production des gaz à effet de serre par des appareils électroménagers ; l'influence du changement climatique sur les ressources naturelles et le rendement agricole.

Articles de presse

En vue de toucher l'élite intellectuelle, les politiques, les administrateurs, ainsi que les jeunes scolarisés, un accent a été mis sur la presse écrite comme outil d'information, de sensibilisation et de conscientisation sur les causes, les conséquences et les mesures d'atténuation des risques de changement climatique. C'est ainsi que deux numéros spéciaux des magazines Eco-jeunes et ECOVOX ont été consacrés à cet effet. Quarante (40) articles portant tous sur les questions relatives au changement climatique ont été publiés dans ces deux magazines.

Activités pratiques d'économie de bois énergie

Nous avons conduit une étude diagnostique dans la zone d'intervention du projet sur l'utilisation du bois de feu et du charbon de bois, du pétrole, du gaz, de la sciure et du copeau de bois aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Les paramètres étudiés concernaient : la nature des combustibles utilisés, les quantités des combustibles utilisés par les ménages, les espèces d'arbres prioritairement utilisées, les dépenses allouées aux combustibles domestiques et les types de foyers utilisés.

L'objectif principal de cette étude était d'évaluer le potentiel d'utilisation des foyers améliorés comme stratégie de réduction de la consommation du bois énergie. Des enquêtes ont été conduites dans sept localités de la Province de l'Ouest Cameroun dont 5 villages (Bandjoun, Bansa, Bahouan, Bangang et Galim) et 2 villes (Bafoussam et Foumban). Dans les ménages sélectionnés, les enquêtes ciblaient en priorité les femmes qui sont les plus impliquées dans la collecte et l'utilisation du bois de feu. Au total, 290 femmes ont été enquêtées soit 126 (43.5%) en milieu urbain et 164 en milieu rural (56.5%).

Les enquêtes ont montré que la consommation du bois de feu occasionne d'importantes dépenses dans les ménages en milieu urbain. Dans les zones rurales, la collecte du bois de feu qui d'ailleurs rend pénible le travail des femmes (qui par ailleurs sont déjà surchargées), est la principale cause de la destruction du couvert végétal et donc des puits de carbone. La consommation des résidus agricoles occasionne l'exportation des champs de grandes quantités de matière végétale qui aurait pu contribuer à améliorer la fertilité des terres agricoles et à maintenir le carbone dans le sol. De plus, il est prouvé que l'utilisation du bois de feu dans des cuisines mal ventilées comme c'est généralement le cas dans la plupart des ménages, expose les utilisatrices à d'importantes quantités de fumée et est à l'origine de nombreuses maladies.

Malgré ces problèmes, peu d'alternatives s'offrent aux populations en raison du fait que le gaz et le pétrole ne sont pas accessibles à la grande majorité. La promotion des foyers améliorés, des fours solaires et le reboisement des espèces d'arbres à croissance rapide se révèlent donc comme la solution idoine aux problèmes que posent la collecte et l'utilisation du bois de feu.

Séquestration du carbone

Afin de promouvoir la séquestration du carbone dans la zone du projet à travers des activités génératrices de revenus, deux principales activités ont été réalisées : réalisation d'une étude sur l'état des lieux de la séquestration du carbone et promotion des pépinières villageoises.

L'état des lieux sur la séquestration du carbone a été réalisé à travers une étude diagnostique dont l'objectif spécifique était de caractériser les systèmes agricoles et sylvicoles de la province de l'Ouest en vue d'évaluer la quantité de carbone actuellement séquestrée dans ces systèmes et de déterminer les contraintes et les opportunités liées à l'amélioration des puits de carbone. Les résultats de cette étude doivent également permettre de développer des stratégies de promotion du reboisement qui tiennent compte des préoccupations des paysan(ne)s.

Les enquêtes ont été conduites dans quatre départements sur les huit que compte la Province de l'Ouest Cameroun : le Koung-Khi (Bandjoun), la Menoua (Bansoa), les Hauts-Plateaux (Bahouan et Bangou) et les Bamboutos (Bangang et Galim). Les aspects pris en compte dans le cadre de cette étude ont été : la caractérisation des ménages ; la caractérisation des systèmes de production de la zone ; l'identification des arbres prioritaires des populations de la zone ; l'inventaire des espèces d'arbres présents dans les exploitations ; l'inventaire des arbres plantés depuis les trois dernières années ; les espèces d'arbres que les paysans aimeraient introduire dans leur exploitation dans les années à venir ; l'estimation du stock de carbone séquestré par hectare dans les exploitations ; les revenus annuels générés par les arbres évalués.

Au total, 186 ménages ont été enquêtés, soit une moyenne de 46,5 ménages par localité. Des études d'inventaire ethnobotanique ont été ensuite menées dans 50 exploitations agricoles dans la zone d'action du projet.

Il ressorti de l'étude que le paysage agraire dans la zone du projet est dominé à 90% par les jardins de case et les caféiers auxquels sont associés les vivres. Environ 10% des terres sont réservés aux reboisements. Les fruitiers étant généralement associés aux parcelles gérées par les femmes, celles-ci doivent être sensibilisées et intégrées dans le programme de plantation d'arbres dans les exploitations agricoles. Les arbres à intégrer dans les exploitations agricoles devront être compatibles avec les autres composantes du système. Le programme de reboisement devra donner plus d'importance aux espèces à haut potentiel économiques, capables de compenser la baisse de rendement qu'elles imposeraient aux cultures associées du fait de l'ombrage.

Pépinières villageoises

Dans la perspective de préparer le démarrage des activités d'installation des parcelles d'agroforesterie, de reboisement et d'introduction des arbres dans les systèmes agricoles, une campagne d'identification et de recensement des zones cibles et des paysans pilotes a été organisée dans la zone du projet. Au terme de cette activité, les Départements du Bamboutos, de la Ménoua et des Hauts-Plateaux ont été retenus pour le lancement des activités pratiques de séquestration de carbone et génératrices de revenus. Sur la base des initiatives déjà entreprises dans les domaines d'agroforesterie et d'intégration des arbres dans les systèmes traditionnels, un premier groupe de 22 paysans pilotes dont 8 femmes a été sélectionné. Un atelier d'imprégnation organisé au bénéfice de ces paysans a permis de leur présenter les objectifs et les résultats à atteindre à travers le projet. Cet atelier a également donné l'occasion de les sensibiliser sur les questions relatives au changement climatique.

A la suite des visites de prospection et d'identification des sites et des paysans pilotes, des sessions de formation ont été organisées au profit des pépiniéristes de Bansa, de Bandjoun, de Bangang et de Bati. Ces sessions avaient pour objectif de renforcer leurs capacités en techniques de multiplication végétative et générative des arbres fruitiers et des plantes médicinales. Alors que pour les pépiniéristes de Bandjoun il était surtout question d'un recyclage en vue d'améliorer quantitativement et qualitativement leur production en plants, ceux de Bansa, de Bati et de Bangang recevaient des notions préliminaires sur les techniques de marcottage, de bouturage et greffage. L'insistance sur la production des plants d'arbres par les techniques de multiplication végétative résulte des demandes exprimées par les paysan(ne)s lors de la réalisation de l'étude sur l'état des lieux sur la séquestration du carbone dans les systèmes agricoles et les espaces boisés.

Les sessions de renforcement des capacités ont été suivies des appuis en petits matériels devant faciliter la production des plants. Ces appuis comportaient du compost, des sachets en polyéthylène, des pelles, des râtaux, des arrosoirs et matériels pour la construction des châssis pour la multiplication végétative (marcottés et boutures).

Actions de plaidoyer

Prévues pour être menées en direction des décideurs, les actions de plaidoyer en faveur des mesures d'atténuation des risques et conséquences du changement climatique ont démarré lors du lancement officiel du projet. Présidée par le représentant du gouverneur dans la salle des conférences de la CAPLAMI de Bafoussam, la cérémonie a connu la participation de plus de 200 personnalités venues de tous les horizons dont le représentant du Gouverneur et sa suite, 10 chefs traditionnels, 3 députés, 4 maires, 11 délégués provinciaux et départementaux des services déconcentrés de l'Etat 12 avocats, 6 huissiers de justice, 22 enseignants d'universités et chercheurs et de nombreux responsables de l'armée, de la police et des établissements scolaires. La présence de Monsieur Gert de Gans et du Révérend Pasteur Cokkie van 't Leven, tous deux de Kerkinactie, a contribué à rehausser l'éclat de la cérémonie.

A la suite de cette cérémonie, le personnel de terrain impliqué dans la réalisation des activités a entrepris des visites individuelles auprès d'un certain nombre d'autorités traditionnelles et des responsables des services déconcentrés de l'Etat avec pour objectifs de mieux leur présenter l'importance du projet pour la Province de l'Ouest et d'obtenir leur adhésion et leur appui lors de la mise en œuvre des activités sur le terrain.

Dans la perspective de préparer les actions en direction des autorités administratives et politiques au niveau national, nous avons poursuivi la collecte des données sur le climat. Ces données concernent les précipitations et les températures dans la province de l'Ouest sur une période de 25 ans. Le même travail sera également réalisé dans les autres Provinces de la République. L'analyse de l'ensemble des informations collectées permettra de développer des arguments solides en vue de déclencher des actions de plaidoyer à un niveau plus élevé.

Nous avons réalisé un documentaire vidéo sur les activités de promotion de l'élevage du petit gibier et des photos sur la promotion des plantes médicinales, la domestication, le reboisement et les différentes activités relatives aux formations et sensibilisations. Nous avons également suivi des étudiants de cinquième année de la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles de Dschang.

Grâce à la collaboration avec WAGNE, les photos prises au cours de la période ont été commentées et mises en ligne. La diffusion du documentaire vidéo sur les antennes de la CRTV-Télé a permis d'informer et de sensibiliser un nombre plus important de Camerounais sur l'élevage des aulacodes. Le suivi-accompagnement des étudiants a permis à 4 d'entre eux de finaliser la rédaction de leur mémoire de fin d'étude en même temps qu'il a permis à ces étudiants et à leurs superviseurs de faire une analyse critique des activités du CIPCRE ; ce qui nous permettra éventuellement d'ajuster nos stratégies pour mieux répondre aux destins de nos partenaires à la base.

Promotion de l'Ecologie à l'Ecole

Il y a longtemps que l'éducation formelle classique a montré ses limites. Confinée entre les quatre murs, elle s'est avant tout intéressée à la transmission des connaissances tout en négligeant une de ses dimensions importantes, à savoir la dimension environnementale. Dans son effort d'ouvrir l'école à son environnement proche et lointain, le CIPCRE s'est attaché, au cours de l'année de référence, à mobiliser la communauté éducative, là où il intervient, autour de la promotion d'un cadre de vie sain et attrayant, facilitateur des apprentissages en général et vecteur d'une éducation civique de qualité en particulier.

Dans le but d'accompagner les élèves et étudiants (filles et garçons) dans la prise de conscience des problèmes écologiques qui affectent leurs milieux, dans les efforts de recherche des solutions y afférentes et dans l'intégration de l'éthique écologique, dans leurs comportements nous avons mené au Cameroun et au Bénin toute une panoplie d'action aussi diverses qu'adaptées à chaque contexte.

Edition et diffusion d'Eco-jeunes

Nous avons organisé 6 rencontres du comité de rédaction d'Eco-jeunes, une session de formation des caricaturistes et la collecte des articles pour la production de 2 numéros d'Eco-jeunes.

Comme résultats, le numéro 17 a été produit, évalué et diffusé. Ce numéro, qui portait sur le Changement climatique a été accueilli avec un grand intérêt au sein de la population bénéficiaire. Le numéro 18 qui porte sur le bilan des contrats signés avec les établissements scolaires est en cours de finalisation.

Dans le processus de production de ces deux numéros, quatre vingt treize (93) articles dont 33 rédigés par les filles ont été collectés dans les établissements scolaires. L'esprit d'équipe noté l'année dernière s'est consolidé au sein du comité de rédaction. Ce qui a eu comme effets, une augmentation de l'ordre de 19% du nombre d'articles collectés pour le compte des deux numéros. De plus, des initiatives prises par les membres du comité de rédaction leur ont permis de sensibiliser leurs camarades sur les thèmes. Les sessions de formation organisées à l'occasion des comités de rédaction ont permis de renforcer les capacités de 44 jeunes dont 19 filles en matière de rédaction journalistique et d'élaboration des caricatures.

Cahier d'éducation environnementale.

Dans l'optique de contribuer à l'outillage de nos partenaires d'éducation relative à l'environnement à la compréhension et la protection de l'environnement, nous avons poursuivi la rédaction du cahier d'éducation environnementale. Nous avons également procédé à l'évaluation du diagnostic environnemental et des plans d'action environnementaux dans les Lycées et Collèges partenaires, cette activité devant nous fournir des éléments de terrain pour illustrer le cahier en préparation.

En vue d'accompagner la communauté scolaire dans la résolution des problèmes écologiques de son milieu, 22 rencontres de suivi des micro projets, 14 causeries éducatives et 12 projections cinématographiques commentées ont été organisées dans les établissements secondaires du Cameroun. Des appuis techniques et matériels pour la mise en œuvre de nouveaux micro-projets ont été apportés à ces mêmes établissements. Deux (2) voyages d'étude ont été également organisés à leur profit. A l'école publique de Banengo, nous avons organisé 06 sessions de formation pour les enseignants et 03 ateliers d'évaluation de l'intégration de l'éducation relative à l'environnement (ERE). Cette école a aussi bénéficié d'une causerie éducative, d'une projection cinématographique commentée avec les enfants et d'un appui pour la création d'un jardin scolaire.

A la demande de nos partenaires, nous avons assuré la formation des enseignants et des élèves sur la mise en place et le suivi d'une pépinière, le suivi de l'ERE dans les enseignements et l'appui en bacs à ordures au Lycée Technique de Bafoussam. Alors que les bacs à ordures ont permis de résoudre le problème crucial de la gestion des déchets et de promouvoir le tri des ordures à la source dans cet établissement, la session de formation organisée au profit des enseignants et des élèves de l'école primaire de Banengo a constitué quant à elle un préalable au lancement de l'opération "Grandis avec ton arbre". Nous avons également apporté notre appui à 03 autres activités de grande importance initiées et financées à plus de 50 % par nos partenaires à la base. Ces activités sont : l'appui à la réalisation de 02 voyages d'étude et de 03 micro-projets, l'organisation d'une causerie éducative et d'une projection cinématographique à l'école pilote de Banengo.

A la fin de l'année, 06 micro-projets ont été appuyés, dont 03 projets de reboisement au Lycée de Bamena, au GBHS de Bamenda et au Collège Evangélique de Baleveng, 2 projets de voyage d'étude et 1 projet de création d'un jardin scolaire. Environ 1 600 plants constitués de fruitiers, de légumineuses et d'arbres d'agrément ont été donnés en appui à ces trois établissements. Ces plants ont permis à ces 3 collèges soit de reboiser l'entrée de l'établissement et d'intégrer les légumineuses dans le jardin scolaire pour l'amélioration de la fertilité du sol, soit de réaliser une extension du verger scolaire, soit enfin de continuer le reboisement des parterres. Les 2 voyages d'études organisés au bénéfice du Lycée de Bamena et du Collège Evangélique de Baleveng ont permis aux élèves de découvrir et d'évaluer les potentiels économiques, culturels et touristiques des départements du Ndé et du Haut Nkam et de renforcer leurs capacités en matière de gestion des espaces verts. L'innovation notée cette année a été la participation des parents d'élèves aux voyages d'étude, ce qui traduit leur adhésion aux activités que nous menons avec les établissements scolaires. Au total, 100 partenaires de la communauté éducative dont 42 filles, 05 enseignants et 02 représentants des associations des parents d'élèves ont participé à ces voyages d'étude.

A travers des causeries éducatives et des projections cinématographiques dans 9 établissements scolaires, 1500 élèves, dont 600 filles ont été sensibilisés sur les thèmes "*Jeunesse et engagement pour la protection de l'environnement*", "*Jeunesse, hygiène et salubrité en milieu scolaire*" et "*Changement climatique : que peut faire le jeune pour lutter contre ce phénomène ?*". Parmi les établissements concernés, on comptait : l'école pilote de Banengo, le collège évangélique de Baleveng, le lycée de Bamena, le lycée technique de Bafoussam, le lycée classique de Dschang, le lycée classique de Bafang, le lycée de Foubot, l'Ecole de Référence de Mbouo, le collège de l'Ethique Educative.

A l'école primaire de Banengo, les sessions de formation organisées ont permis de continuer le renforcement des capacités de 7 enseignants sur les stratégies d'intégration de l'éducation relative l'environnement dans les enseignements. Les ateliers d'évaluation ont quant à eux permis de déceler les difficultés auxquelles ces enseignants sont confrontés et à identifier les solutions à mettre en œuvre pour y remédier. Dans le souci d'impliquer tous les partenaires de la communauté éducative dans le processus d'intégration de l'ERE dans cette école, les représentants de l'association des parents d'élèves, le Pasteur et quelques chrétiens de la paroisse ainsi que les responsables d'un site de compostage riverain de l'école ont participé aux différents ateliers de formation et d'évaluation. Sous la conduite des enseignants et grâce aux appuis techniques et en semences, les élèves de l'Ecole Pilote de Banengo ont produit 300 kg de maïs dans leur jardin scolaire. Ce jardin a également servi de support pédagogique pour les enseignements.

Après une enquête organisée sur le plan national béninois en fin 2004 pour collecter les données en vue de la réalisation d'un répertoire des normes et caractéristiques sur les infrastructures scolaires, nous avons procédé au traitement et à l'analyse des données, traitement qui a permis de sortir une première version du document attendu. De même, un établissement scolaire, le CEG de Sèmè-Podji a réalisé au cours de l'année son PAMES entamé en décembre 2003.

A partir des initiatives des partenaires, six (6) microréalisations matérielles prévues dans les plannings d'activités sont mises en œuvre et contribuent à l'amélioration des conditions de vie des acteurs :

- des parterres de fleurs devant 31 salles, bât et blocs administratifs de quatre (4) établissements partenaires ;
- deux (2) espaces verts de forme triangulaire de 16,5m² au Lycée Technique de Porto-Novo ;

Par ailleurs, six (6) poubelles ont été réalisées pour la gestion des ordures au Lycée Béhanzin de Porto-Novo. Signalons aussi l'étude et l'appui technique à deux initiatives de construction de latrines scolaires. Des deux initiatives, une a fait objet de microprojet soumis par l'école concernée à l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) et au projet PADEAR pour appui financier ou matériel. Cette dernière structure a déjà reçu en audience les responsables de l'école pour mieux comprendre et analyser le dossier du microprojet.

Avec l'Association des Jeunes Entrepreneurs de Parakou (AJEP), des microréalisations ont été faites et ont consisté en :

- la mise en terre et la protection des plants de terminalia dans (2) Collèges (CEG Zongo et Guéma) ;
- la réalisation d'un espace vert de 28,26 m² avec trois (3) bancs publics au CEG Guéma.

Enfin, les membres du "Collectif des cellules CIPCRE-SU" ont procédé au reboisement de l'espace scolaire du CEG de Gbokou. Trente (30) plants d'acacia et d'eucalyptus ont été mis en terre dans la cour de l'établissement. Après avoir restitué l'atelier de formation sur la réalisation des pépinières scolaires auquel ils ont pris part en décembre 2004, 7 établissements du secondaire sur 9 ont procédé à la mise en pratique en créant leurs propres pépinières. A travers cet acte, environ 54 enseignants, responsables adultes des cellules et plus de 500 élèves ont acquis des connaissances et des techniques relatives à l'implantation d'une pépinière et spécifiquement à la production de cinq (5) différentes espèces végétales : l'*Acacia auriculiformis*, le *Tectona grandis*, le *Casuarina equisetifolia*, l'*Azadirachta indica*, et le *Cocos nucifera*.

Par ailleurs, le Complexe Protestant d'Adjéounlè et le lycée technique de Porto-Novo ont bénéficié d'une formation en recyclage de sachets plastiques.

La plupart des activités menées ont été planifiées de façon participative avec onze (11) établissements dont quatre (4) de la maternelle et du primaire et sept (7) du secondaire. Des contrats annuels de collaboration ont été signés avec chacun de ces établissements.

Une enquête sur les effets et impacts des activités et une rencontre annuelle d'échange et d'évaluation ont permis entre autres, de faire le point des activités avec tous les partenaires actifs et d'analyser les résultats atteints par rapport aux prévisions.

Pour ce qui concerne la capitalisation des activités, deux (2) supports ont été conçus, notamment un (1) répertoire des Normes et Caractéristiques des Infrastructures Scolaires et un document intitulé : "A la découverte des milieux écologiques du Bénin".

En terme de résultats, 11 contrats annuels de collaboration ont été signés avec les partenaires. Les taux de mise en oeuvre des plannings environnementaux se présentent comme suit :

- 60 % pour le Collège Ste Véronique de Dangbo ;
- 65 % pour le CEG de Sèmè-Podji et le Lycée Béhanzin ;
- 75 % pour les Cours bénis d'Avrankou ;
- 83 % pour le Complexe Protestant Adjéounlè ;
- 90 % pour le CEG de Djassin ;

- 100 % pour l'Ecole Maternelle de Ouenlinda, l'Ecole Urbaine Centre de Porto-Novo, les CEG d'Adjohoun et d'Aholouyèmè et pour le lycée Technique de Porto-Novo. Les taux sont calculés à partir du rapport "*nombre d'activités réalisées sur nombre d'activités planifiées*". Notons que pour les établissements ayant un taux de mise en œuvre inférieur ou égal à 75%, les difficultés rencontrées sont beaucoup plus d'ordre technique et organisationnel que matériel et financier.

Animations écologiques des écoles

Au niveau des écoles, trois (3) sessions d'animation ont été organisées par trois (3) partenaires. Des trois (3) sessions, deux (2) ont été faites avec élèves et enseignants tandis que la troisième a été réalisée au profit des enseignants et parents d'élèves. Le tableau ci-après donne des précisions sur les différentes séances :

N°	Ecoles	Thèmes	Dates	Participant(e)s
01	Complexe Scolaire "Cours Bénis" d'Avrankou	L'hygiène sanitaire à l'école	21 janvier	58 élèves des Cours moyens
02	Complexe Protestant Emmanuel de Djègan-Kpèvi	Importance des par-terres de fleur scolaires	22 avril	47 écoliers et 7 enseignants
03	l'Ecole maternelle de Ouenlinda.	Gestion des sachets plastiques		38 parents d'enfants

Il faut préciser qu'un partenaire, l'Ecole Urbaine Centre de Porto-Novo a procédé par responsabilisation des enseignants pour sensibiliser les écoliers sur l'hygiène du milieu et la gestion des sachets plastiques.

Au secondaire, six (6) séances d'animation ont été organisées par quatre (4) établissements partenaires comme l'indique le tableau ci-après :

N°	Etablissements	Thèmes	Date	Participant(e)s
01	Lycée technique de Porto-Novo	La réglementation environnementale et la Charte de la terre.	21 janvier	16 élèves et 2 RA
02	Lycée technique de Porto-Novo	La réglementation environnementale au Bénin	11 février	22 élèves et RA
03	Lycée technique de Porto-Novo	Le principe de Pollueurs Payeur (PP) ;	25 février	18 élèves et RA
04	Collège Sainte Véronique de Dangbo	L'Hygiène alimentaire à l'école	17 mars	61 élèves dont 27 filles et 2 enseignants
05	Lycée Béhanzin	La police environnementale	11 mai	68 participants dont 7 filles
06	CEG Djègan – Kpèvi	Gestion de l'eau et des ordures ménagères	22 mars	150 élèves et enseignants

Au total, neuf (9) animations ont été organisées au profit de sept (7) partenaires avec la participation de soixante et un (61) enseignants (dont 22 femmes et 39 hommes) et plus de 800 écoliers et élèves.

Sorties écologiques des écoles et cellules

Au niveau des écoles béninoises, cinq (5) sorties écologiques ont été techniquement et/ou financièrement appuyées pour six (6) écoles partenaires. Une (1) des sorties a porté sur les thèmes des Nouveaux Programmes d'Etude (NPE) et a été réalisée au profit des enseignants de quatre (4) écoles. Les quatre (4) autres ont été appuyés au profit des écoliers ainsi qu'il suit :

N°	Ecoles	Thèmes	Date	Participant(e)s	Sites visités
01	- Ecole Protestante "Emmanuel" de Djègan-Kpèvi - Complexe Scolaire Cours Bénis d'Avrankou - Ecole Urbaine Centre de Porto-Novo - Complexe Protestant Adjégonlè	17 Thèmes des NPE relatifs à la faune, aux roches, aux formes d'énergie et aux forêts.	22 au 26 mars	17 Enseignants de quatre (4) écoles	- Forêt de Pobè ; - Colline de Dassa, - Montagnes des Tanéka-Koko ; - Parc national de la Pendjari
02	- Ecole maternelle Ouenlinda	Gestion de l'eau Naturelle	22 mars	54 éco-liers et 3 enseignants	Hêtin sota
03	- Ecole Protestante "Emmanuel" de Djègan-Kpèvi	- Le milieu littoral	19 mai	44 dont 8 enseignants	- Forêt de Kpassè ; - Plage de Ouidah
04	- Cours Bénis D'Avrankou	- Sols et végétations ; - Palmiers à huiles au Bénin	12 mai	58 dont 13 enseignants	- Lama : la Forêt naturelle et la dépression médiane
05	- Complexe Protestant Adjégonlè	- Sols et végétations - Places publiques et lieux sacrés	18 mars	86 dont 6 enseignants	- Dépression d'avrankou ; - Plage littorale

Pour les établissements du secondaire, trois (3) sorties écologiques ont été techniquement et financièrement appuyées pour six (6) établissements partenaires. Des trois (3) sorties, une (1) est faite au profit de trois établissements ensemble. Le tableau ci-après en donne les précisions :

N°	Etablissements	Thèmes	Date	Participant(e)s	Sites visités
01	CEG d'Adjohoun ; CEG de Sèmè-Podji ; CEG de Djassin.	Gestion des terroirs villageois des zones humides	13 au 14 mai	46 élèves dont 25 garçons et 4 responsables adultes	- Carrière de Djèffa ; - Hêtin-Sota - Hounviguè
02	Lycée technique de Porto-Novo.	Gestion d'une pépinière	16 avril	26 élèves et 2 enseignants	Ferme de palmier à Huile à Sakété
03	CEG d'Aholouyèmè	Gestion de l'espace scolaire	19 février	105 élèves et 8 enseignants de 2 établissements	- CTA Bymins ; - Tohouè.

Au total huit (8) sorties écologiques dont deux (2) collectives ont été appuyées au profit de onze (11) partenaires de la maternelle, du primaire et du secondaire.

Manifestations officielles à caractère écologique

Sept (7) établissements partenaires ont sacrifié à la tradition en organisant des manifestations de sensibilisation dans le cadre de la journée mondiale de l'eau (22 mars), de la journée nationale de l'arbre (1^{er} juin) et de la journée mondiale de l'environnement (5 juin). Ces établissements sont : l'école maternelle de Ouenlinda, les Cours bénis d'Avrankou et l'Ecole Urbaine Centre de Porto-Novo pour le primaire, les CEG de Djègan-Kpèvi, d'Aholouyèmè, d'Adjohoun et le Collège Sainte Véronique de Dangbo pour le secondaire.

Partenariat avec les services étatiques

Nous avons participé à l'animation de la rencontre sectorielle des enseignements secondaires qui a eu lieu en début d'année scolaire. Cette rencontre avait pour but d'évaluer et de planifier les activités des différents établissements secondaires de la province de l'Ouest-Cameroun et de développer des stratégies de prise en compte de l'ERE dans les enseignements dispensés.

Au total, 300 chefs d'établissements ont participé à cette rencontre et ont été sensibilisés sur la nécessité de l'intégration des préoccupations environnementales dans les programmes scolaires. Cette rencontre a été également l'occasion de présenter à ces chefs d'établissements les stratégies d'intervention du CIPCRE en milieu scolaire.

A la suite du séminaire de nombreux responsables d'établissements ont manifesté leur grand intérêt pour les activités menées par le CIPCRE dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement. Au-delà des simples intentions, ces responsables nous ont envoyé une trentaine de demandes de partenariat, ce qui, pour nous, confirme que ces chefs d'établissements ont pris conscience de l'enjeu de l'éducation environnementale dans leurs institutions.

Capitalisation

La capitalisation des actions menées a essentiellement consisté en la réalisation des photos sur les actions environnementales dans les établissements scolaires au Cameroun. Au Bénin, il s'est agi de finaliser le Plan d'Aménagement de l'Espace Scolaire (PAMES) du CEG de Sèmè-Podji et de systématiser le processus d'élaboration des PAMES.

Au regard de ce qui précède, l'amélioration des cadres de vie dans les établissements où nous intervenons est sensible. L'appui technique de la Cellule des Recherches et Stratégies a été d'un apport inestimable dans le succès de la rencontre avec les chefs d'établissements de la Province de l'Ouest au Cameroun, organisée par le Délégué Provincial des Enseignements Secondaires.

Les initiatives prises par nos partenaires dans la conception et la mise en œuvre de bon nombre de leurs micro-projets au Cameroun comme au Bénin, constituent pour nous une preuve d'engagement des partenaires de la communauté éducative à nos options environnementales. Ces initiatives que nous avons souvent accompagnées ont largement contribué à amplifier les résultats et les effets induits par les activités réalisées.

Tous ces résultats nous incitent à poursuivre avec les contrats annuels de collaborations en mettant dorénavant un accent particulier sur :

- la diffusion de l'initiative de PAMES et la sensibilisation de tous les acteurs de l'école béninoise à ce sujet ;
- le renforcement des capacités des responsables des écoles et établissements partenaires pour un impact durable au Cameroun comme au Bénin.

FOI ET ACTION SOCIALE

Pour les tenants d'une certaine vision spirituelle de l'écologie, il convient de séparer l'ici bas de l'homme de l'au-delà où trônerait Dieu. Mais pour nous au CIPCRE le monde d'ici-bas n'a de sens et de Signification que par rapport au transcendant. C'est pourquoi nos activités de transformation sociale sont des lieux d'articulation et d'inter fécondation de ces deux sphères de la réalité. Avec pour objectif majeur l'avènement de la justice et de la paix.

Dans l'objectif de promouvoir auprès du CIPCRE, de ses partenaire à la base et des autres acteurs de développement, la justice et l'équité dans les relations femme/homme, nous avons réalisé au Cameroun et au Bénin des actions visant la satisfaction des besoins pratiques des femmes mais aussi leurs intérêts stratégiques.

Nous avons, au cours de l'année, travaillé à l'intérieur du CIPCRE, dans les lieux confessionnels et avec des membres de la société civile dans l'objectif de promouvoir l'engagement des uns et des autres pour plus de justice, de paix et pour la sauvegarde de la création.

Campagne Semaines Pascales

Dans l'objectif de favoriser la prise de conscience des hommes et des femmes des communautés religieuses aux implications éco-sociales de la foi, nous avons organisé une campagne de sensibilisation et de plaidoyer dénommée Campagne Semaines Pascales, sur le thème "*Enfance et Violence, préparons un avenir sans violence à nos enfants*". Pendant cette campagne, nous avons organisé 5 ateliers de renforcement des capacités des membres du réseau et effectué des

visites d'investigation. Nous avons confectionné des outils d'animation, organisé une session de formation, 49 causeries éducatives, 7 causeries éducatives radiodiffusées, 3 soirées de solidarité, 2 soirées culturelles et 2 célébrations interreligieuses.

La réalisation des activités de la Campagne Semaines Pascales 2005 a été facilité par les ateliers de renforcement des capacités des organisateurs qui leur ont permis d'élaborer deux documents dont l'un sur l'orientation stratégique des activités et l'autre sur l'approche d'intervention. Ces documents qui ont été complétés par des visites d'investigation dans le quartier des mineurs de la prison de Bafoussam, dans les orphelinats, dans les centres d'accueil pour enfants en difficulté et dans les lieux fréquentés par les enfants de la rue ont donné de la matière pour la production des outils d'animation. C'est ainsi que 5 500 exemplaires du dossier d'animation dont 5 000 en français et 500 en anglais, 300 tee-shirts, 250 casquettes, 5 CD audio et vidéo, des cassettes vidéo et audio ont été produits et diffusés.

Nous avons apporté un appui financier et technique à l'organisation d'un Camp interrégional des UCJG du Cameroun sur le thème de la campagne au lycée Technique de Bamenda, organisé une session de formation à l'intention des femmes d l'ACF/EPC sur la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, une causerie éducative avec les filles et les femmes musulmanes sur l'exploitation sexuelle des jeunes et apporté un appui technique et financier pour la réalisation d'un projet initié par ces femmes dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. A l'invitation des groupes UCJG de Biyem-Assi de Yaoundé et de l'aumônerie protestante universitaire de Dschang, nous avons une fois de plus approfondi dans leurs cadres respectifs, les questions traitées lors de la CSP.

Les activités réalisées en 2005 nous ont permis de renforcer les capacités de 30 personnes sur l'utilisation du dossier d'animation, de mobiliser et de sensibiliser environ 25 800 personnes constituées d'élèves, de jeunes en difficulté, de femmes, de parents d'élèves et d'autorités traditionnelles, administratives et politiques. Ce chiffre ne prend pas en compte les personnes touchées grâce aux causeries éducatives radiodiffusées, aux documentaires réalisés et diffusés sur les antennes de la télévision Camerounaise pendant toute la période qu'a duré la campagne de sensibilisation. En effet, les séquences des activités de la CSP à Yaoundé, Douala, Bafoussam Ebolowa et dans le grand Nord ont été régulièrement diffusées sur les ondes. Les médias des villes où nous sommes passés ont accordé une bonne tranche de leurs antennes aux activités de la Campagne Semaines Pascales. Les médias nationaux ont même consacré des émissions entières aux activités de la Campagne Semaines Pascales. Nous citerons entre autres émissions Tamtam Weekend, Dimanche midi, Islam et Société et les journaux des provinces. Des équipes de reporters et de journalistes nous ont régulièrement suivis sur le terrain.

Grâce aux séances de sensibilisation sous forme de causeries éducatives qui été ont organisées dans 31 établissements scolaires du primaire et du secondaire, 23 communautés de foi dont les communautés musulmanes, catholiques et protestantes, 10 groupes et mouvements religieux, 2 associations de parents d'élèves et 4 groupes d'enfants en difficulté respectivement dans la prison et dans la rue de la ville de Bafoussam, dans un orphelinat et dans un centre d'accueil de la même ville, nous avons touché un public plus vaste. Au total, quinze villes du Cameroun réparties dans 7 Provinces ont bénéficié de ces causeries éducatives.

A la demande des différents groupes partenaires, de nombreux sous-thèmes tous en lien avec le thème central ont été abordés. Ainsi des thèmes tels que "*Préparons un avenir sans violence à nos enfants*", "*Non à l'exploitation sexuelle des jeunes*", "*La bastonnade en milieu scolaire*", "*les violences faites aux femmes*", "*Eglise, Théologie et VIH-SIDA*" ont été traités.

Les soirées de solidarité, les soirées culturelles et les célébrations interreligieuses organisées ont permis de mobiliser et sensibiliser les autorités traditionnelles, religieuses et administratives, les hommes politiques et les forces de l'ordre sur l'exploitation sexuelle des jeunes au Cameroun. Ces soirées ont donné l'occasion de présenter à ces autorités les résultats de l'étude sur l'exploitation

sexuelle des jeunes filles. Les enseignants et les responsables des établissements scolaires n'ont pas été du reste. Les activités de la Campagne Semaines Pascales ont permis de conscientiser les décideurs à différents niveaux. Au-delà des Chefs Traditionnels, des Sous-préfets, des Préfets, des Députés et des Gouverneurs, qui ont été touchés dans les Provinces de l'Ouest, du Nord-Ouest, du Littoral du Sud et de la région du Grand Nord, les activités de la campagne 2005 ont permis, au niveau de Yaoundé, la capitale, de mobiliser des représentations diplomatiques et des membres du gouvernement y compris des ministres en fonction et d'anciens ministres de la République. Les actions de plaidoyer ont généré des résultats et des effets dont l'un des plus importants est le rapprochement entre le Ministère des Affaires Sociales et le CIPCRE. Ce rapprochement s'est traduit sur le terrain par une forte implication du CIPCRE dans la préparation et l'organisation de la journée de l'enfant africain. Ainsi, fort de son expérience dans la production des supports de sensibilisation, le CIPCRE a, à la demande de ce ministère, apporté son expertise pour l'élaboration des documents relatifs à cette journée. Deux autres collaborations ont été également sollicitées de façon formelle par l'Union chrétienne des jeunes gens de l'EEC et la communauté musulmane de la Province de l'Ouest.

Dans le sillage de la campagne, l'urgence de la sensibilisation des leaders d'opinion que sont les Pasteurs, Prêtres et les Imams sur les implications éco-sociales de la foi a aussi poussé à l'organisation d'un colloque sur *Eglise, Théologie et VIH-SIDA*. Quoique non planifié au départ, ce colloque avait pour objectif d'attirer l'attention de ces leaders sur cette autre forme de violence dont sont victimes les jeunes afin d'inviter les communautés religieuses et leurs responsables à y réfléchir sérieusement. Trente (30) invités ont répondu favorablement à l'invitation et ont activement participé aux débats.

La nouvelle dynamique impulsée à la Campagne Semaines Pascales a été pensée sur le double plan organisationnel et stratégique :

- Sur le plan organisationnel, des ateliers de réflexion, regroupant à la fois la Coordination de la Campagne Semaines Pascales, les organisateurs et les comités locaux d'organisation (CLO), ont permis de clarifier les rôles des différentes parties prenantes et de les responsabiliser davantage dans l'animation.
- Sur le plan stratégique, l'animation de la Campagne Semaines Pascales 2005 a été articulée sur de nouveaux principes. Contrairement aux campagnes des années antérieures qui obéissaient à une logique événementielle caractérisée par des activités grand public et décentralisées, la campagne 2005 a voulu réunir un plus grand nombre d'organisations autour du thème de l'année, toucher un nombre plus élevé de bénéficiaires grâce à un travail de proximité, étaler les activités sur toute l'année et mobiliser les décideurs à tous les niveaux.

Au Bénin, il a été mis en place un Comité d'Organisation composé de 5 personnes. Les activités menées se sont résumées à la collecte de données sur la thématique de la campagne et aux activités d'IEC : une tournée de sensibilisation dans les églises partenaires, des animations et une séance bilan et de restitution.

Données sur "Enfance et violence"

Sur la base d'une grille, une investigation a été faite auprès de certaines structures spécialisées pour capitaliser les statistiques disponibles et les informations qualitatives existantes à leur niveau sur "Enfance et Violence".

Des données ont été collectées auprès de quatre structures. Au niveau de chaque structure, les informations ont concerné :

Les enfants victimes de violences :

- Nombre d'enfants victimes de violence ;
- Catégorie d'enfants victimes de violence (tranche d'âge, condition sociale, etc.) ;
- Nature des violences subies par les enfants et les causes de ces violences ;
- Typologie des "bourreaux" ;
- Soins ou mesures de protection, de restauration ou de réinsertion dont bénéficient les enfants victimes.

Les enfants auteurs de violences :

- Nombre d'enfants auteurs de violence ;
- Catégorie d'enfants auteurs de violence (tranche d'âge, condition sociale, etc.) ;
- Nature des violences perpétrées par les enfants et les causes de ces violences ;
- Typologie des victimes.

Tournée de sensibilisation

Après conception du message, des équipes de 3 personnes ont été constituées pour se rendre dans les églises locales partenaires pour livrer le message lors des cultes dominicaux et en appeler à la mobilisation de la communauté pour qu'elle prenne en son sein des initiatives visant à lutter contre ce fléau. Huit (8) temples ont été visités au total.

Autres séances d'IEC

En août nous avons participé à une animation sur le thème "*le défi des violences et la réponse du Père à nos besoins de sécurité*" au Camp National Biblique des Enfants de l'Eglise Protestante Méthodiste du Bénin. L'effectif des enfants ayant suivi cette animation s'élevait à 136. En septembre, nous avons pris part au séminaire sur "*Relation Mère- Enfant*" organisé par l'Union Méthodiste des Femmes du Bénin par un exposé. Cette séance a connu la participation de 89 personnes dont 76 femmes.

La séance bilan des activités de la Campagne Semaines Pascales s'est déroulée le mercredi 16 novembre avec la participation de 49 pasteurs, correspondant(e)s et autres responsables de structures provenant de 07 églises. Outre le point des activités menées, les participant(e)s ont réfléchi sur une meilleure organisation de la CSP et une plus grande mobilisation des fidèles.

Pour ce qui est des résultats, les activités réalisées ont abouti à ce qui suit :

- Mille cent soixante cinq (1 165) personnes dont 450 femmes ont été sensibilisées sur le thème de la CSP 2005 "*Enfance et violence : préparons un avenir sans violence à nos enfants*". Le thème a été fort apprécié par les fidèles des églises partenaires dont certaines ont fait preuve d'appropriation : la MEGA de TOHOUE et le Temple baptiste Siloé de Kandévié ont, chacun en ce qui le concerne, pris ledit thème comme support de la prédication lors de quelques cultes dominicaux ; la CIC a organisé un séminaire sur les enfants Vidomègon, séminaire à l'issue duquel l'élaboration d'un microprojet sur l'éducation chrétienne dans cette jeune église a été engagée.
- Le fait que le département du Culte d'enfants et l'union des femmes méthodistes, de leurs propres initiatives nous aient sollicité pour échanger avec eux sur le thème constitue un indicateur de la pertinence dudit thème et de notre message.

Contacts avec les paroisses catholiques

La démarche a consisté à rencontrer d'abord individuellement les prêtres des quelques paroisses : Gbodjè, Vakon, Missrété, Atchoukpa, Dangbo, Adjohoun) pour leur faire découvrir le CIPCRE, notamment l'unité JPSC, puis leur notifier notre désir de nouer un partenariat avec eux. A l'issue de cette démarche, nous avons été orienté par les prêtres vers l'Institut des Artisans de Justice et Paix (I. A. J. P) de l'Eglise catholique pour une éventuelle collaboration avec celle-ci, ce qui favoriserait le partenariat entre le CIPCRE et l'Eglise entière et non quelques paroisses. Le second pas posé a porté sur le contact avec les autorités de cette structure. Ici, nous avons eu une séance d'échange avec le coordonnateur de I. A. J. P sur les activités de CIPCRE et du centre. A l'issue de cette rencontre, nous avons été autorisé à prendre part aux conférences sociales mensuelles du centre et au symposium annuel.

Si ces contacts n'ont pas encore donné un résultat concret, il convient de mentionner l'ouverture qui est faite avec l'Institut des Artisans de Justice et Paix ; celui-ci a bien voulu que nous participions à son symposium annuel qu'il a organisé en décembre 2005.

Mobilisation des pasteurs et des correspondants

Des rencontres individuelles ont eu lieu avec les pasteurs en charge des églises partenaires et avec les correspondant(e)s. Ensuite, il a été tenu avec 2 pasteurs et 7 correspondant(e)s une séance de validation des activités à mener au titre de l'année 2005. Les entretiens individuels avec les pasteurs ont porté sur divers aspects relatifs au partenariat qui lie leurs communautés et CIPCRE-Bénin : la pertinence des questions de JPSC, leur responsabilité dans la dynamisation du partenariat, la prise des initiatives dans le cadre de la Campagne Semaines Pascales, etc.

Renforcement des capacités

Dans la perspective de l'accompagnement des jeunes filles et garçons des établissements scolaires confessionnels et des Eglises catholiques et protestantes du Cameroun dans la réflexion pour la justice, la paix et la sauvegarde de la création, nous avons organisé des causeries éducatives dans les établissements confessionnels de la Province de l'Ouest. Nous avons également apporté un appui à l'organisation d'une journée d'amitié et de partage à 140 jeunes chrétiens catholiques et protestants (dont 50 filles) de Moumé et Bafang à travers des conseils et de multiples dons en nature. Ces activités ont été réalisées pour répondre aux sollicitations du Secrétariat à l'Education de l'Eglise Catholique qui a voulu que les élèves et enseignants de ses établissements scolaires soient sensibilisés sur le thème "*Jeunesse Scolaire et Violence*", et des jeunes catholiques et protestants des régions suscitées.

Les causeries éducatives organisées ont permis d'échanger avec environ 2000 élèves et enseignants dont 800 filles, et 140 jeunes protestants et catholiques sur le thème "*Jeunesse Scolaire et Violence*". Cinq établissements scolaires dont les collèges Aloys Tapiéméné de Mbouda, Saint Thomas de Bafoussam et Notre Dame de Dschang et les écoles primaires Saint Joseph de Foumban et Sainte Thérèse de Mbouda ont été ainsi touchés. Tous ces établissements ont reçu des dons de dossiers d'animation de la CSP, et des journaux du CIPCRE pour leurs bibliothèques. Les Journées Diocésaines de l'Ecole Catholique (JDECA) ont servi de catalyseur à ces causeries éducatives. A l'occasion de ces journées, 300 tee-shirts et 300 casquettes portant les logos du CIPCRE et des JDECA et le slogan "*Préparons un avenir sans violence à nos enfants*" ont été confectionnés et distribués. Ces gadgets ont énormément contribué à sensibiliser les populations scolaires et non scolaires des villes de Bafoussam, Mbouda, Foumban et Dschang lors du défilé de clôture des JDECA dans ces villes. Dans tous les établissements où ont eu lieu les causeries éducatives, les élèves et les enseignants ont favorablement accueilli l'initiative et ont sollicité la mise en place d'un club de réflexion pour l'approfondissement des sujets abordés.

Formation sur "*Planification et gestion de microprojet*"

Au Bénin, nous avons organisé une formation initiale le 2 septembre. Elle a été donnée par une équipe interne. L'activité a consisté à : élaborer les termes de référence, procéder aux préparatifs, tenir la formation et l'évaluer. 19 pasteurs et correspondants y ont pris part dont 9 femmes. Vu que certains aspects n'étaient pas abordés, une autre session de perfectionnement a été organisée au profit de douze personnes qui se sont inscrites à cet effet et ont payé la contribution financière requise (3.000 F par participant).

La formation dispensée a permis aux participant(e)s d'acquérir des connaissances sur le thème de la formation. En effet, les résultats du post-test révèlent que 73,66 % ont avoué être satisfaits et 26,33 % très satisfaits.

Accompagnement des commissions JPSC

Afin de renforcer équitablement les capacités des membres, hommes et femmes des Commissions paroissiales JPSC de l'Ouest-Cameroun et de faciliter les échanges entre eux, nous avons, pendant la période de référence, effectué le suivi des activités de la coordination, apporté des appuis techniques et financiers pour l'organisation de deux Assemblées Générales et la réalisation des actions de plaidoyer, formé les commissions sur l'exploitation de deux ouvrages sur le droit pour tous et sur la connaissance et la maîtrise des grades des officiers de la gendarmerie, de la police et de l'armée, et participé aux visites de sensibilisation dans les paroisses. Nous avons également apporté des appuis pour le renforcement des capacités de la Coordination Provinciale en Droits de l'Homme.

Les activités réalisées ont permis la mise en place d'un bureau exécutif provincial complet grâce aux 2 Assemblées Générales qui ont été organisées et qui ont connu la participation de 60 membres dont 20 femmes venus des différents départements de la Province de l'Ouest. Un plan d'action de ce bureau pour l'année prochaine a été élaboré. 100 exemplaires des deux ouvrages du "*Droit à la portée de tous*" a été mis à la disposition de la coordination provinciales JPSC. Les deux ateliers de formation qui ont suivi ces appuis ont permis de renforcer les capacités de 50 membres de la Commission JPSC (dont 15 femmes) sur l'exploitation de ces deux ouvrages et de 73 personnes dont 20 femmes, sur l'identification des grades des officiers. Quatre délégués de la coordination provinciale ont vu leurs capacités renforcées en matière de droits de l'homme. Le Responsable provincial a participé au Forum PCPA organisé à l'intention de la société civile à Mbalmayo.

Le suivi des activités de la Coordination et les visites de sensibilisation organisées dans 13 paroisses protestantes a permis de susciter un regain de zèle chez les anciens membres. En effet, nous avons noté, à la suite des sensibilisations que 37 anciens membres participent à nouveau aux réunions de la coordination et 60 nouveaux membres ont adhéré à 14 Commissions Paroissiales, soit une moyenne de 5 nouveaux adhérents par commission paroissiale. Un numéro de la lettre d'information « Trait d'Union » portant sur les méfaits du tabac a été produit et diffusé dans toutes les paroisses catholiques et protestantes de la ville de Bafoussam. L'écho de ce numéro a été largement fait sur les antennes de la radio CRTV Bafoussam à travers les informations protestantes. La deuxième lettre d'information est en cours de production.

En terme d'actions de plaidoyer, les Commissions Paroissiales Justice Paix et Sauvegarde de la Création (CPJPSC) ont entrepris de nombreuses démarches auprès des autorités administratives, judiciaires et religieuses en vue de dénoncer des injustices constatées, de solliciter leur appui pour la résolution des conflits ou la réalisation de leurs activités. C'est ainsi que une délégation composée du bureau de la Coordination Provinciale et de quelques membres des Commissions Paroissiales a rencontré le Président du Conseil des Eglises Protestantes (CEPCA). Cette rencontre, facilitée par le

Coordinateur des activités du CEPCA dans la province de l'Ouest, avait pour objectif d'amener le CEPCA à reconnaître officiellement les Commissions Justice, Paix et Sauvegarde de la Création comme un mouvement des églises protestantes au même titre que les mouvements de femmes et de jeunes. Cette reconnaissance leur permettrait de s'organiser plus efficacement et d'étendre leurs activités dans toutes les paroisses des églises membres du CEPCA, et sur toute l'étendue du territoire.

D'autres actions de plaidoyer menées par les commissions JPSC auprès des autorités administratives et pénitentiaires avec l'appui du CIPCRE ont abouti :

- à la fermeture d'un vidéo club et d'une salle de jeux ouverts aux portes de l'école primaire protestante de Tchitchap,
- à la construction de dos d'ânes devant servir à ralentir les voitures dans un carrefour où des accidents ont régulièrement lieu,
- à la dénonciation des pratiques d'autopsie sur des cadavres humains,
- à la visite et à la remise des dons aux jeunes détenus,
- à la mise en liberté des enfants illégalement détenus dans les commissariats.

Initiatives à caractère écologique

Suite à l'expression verbale de son besoin en latrines et / ou adduction d'eau potable, le Temple baptiste Siloé de Kandévié au Bénin a été appuyé à réaliser un diagnostic environnemental de son cadre. Cette activité a eu lieu le mardi 09 août avec la participation de six (6) personnes. Le besoin prioritaire de construction de latrines a été confirmé et un comité a été mis en place pour élaborer le microprojet y relatif.

Collaboration avec d'autres institutions

Dans le cadre de la collaboration avec les autres institutions camerounaises, nous avons apporté des appuis aux Commissions Diocésaines Justice et Paix de l'Eglise Catholique de Bafoussam et de Yaoundé. Ces appuis, constitués des dossiers d'animation de la Campagne Semaines Pascales 2005 leur ont permis d'organiser des sessions de formation en droits de l'enfant et de la famille. Nous avons été invité à la paroisse Catholique des jeunes de Koutaba et à la Communauté de Béthanie de Bafoussam où nous avons animé des ateliers portant sur les conflits parents et enfants. Ces interventions ont amené la communauté Béthanie à solliciter le CIPCRE pour le stage d'une sœur novice. Ce stage se déroule au CIPCRE depuis le mois de septembre 2005.

Dans le cadre du renforcement des capacités des membres de l'équipe de l'unité, nous avons participé aux séminaires et rencontres relatifs aux Droits de l'Homme, à la paix et à la justice, organisés par la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), l'Association René Cassin (ARC), Transparency International Cameroon (TIC), le Service Œcuménique pour la Paix (Sep) et l'ONG Nouveaux Droits de l'Homme (NDH).

6 - Capitalisation des activités

Au terme de l'année, sont disponibles : les rapports des activités menées, trois cassettes vidéo de la Campagne Semaines Pascales à Bamenda et Ebolowa, 3 documentaires vidéo sur CD dont un sur la célébration interreligieuse à la prison centrale de Bafoussam, un sur la Campagne Semaines Pascales 2005 dans les communautés religieuses et un sur la Campagne Semaines Pascale 2005 au Cameroun, deux CD audio portant sur les causeries éducatives radiodiffusées dans le Grand Nord et des cassettes audio sur les causeries radiodiffusées à Ebolowa. Les dossiers d'animation de la CSP 2005 et les photos prises lors de la formation à l'utilisation du dossier d'animation et des activités de la Campagne Semaines Pascales à Bafoussam, Dschang, Bamenda, Douala, Yaoundé, Mokolo, Garoua, Ebolowa sont également disponibles.

GENRE ET DEVELOPPEMENT

La lutte contre la pauvreté, thème récurrent des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) n'est pas seulement un combat contre une distribution inégale des ressources entre le Nord et le Sud. Elle est fondamentalement une bataille pour l'équité sociale, entendue comme participation égale des hommes et des femmes aux processus qui affectent leur vie, que ces processus soient politiques, économiques ou sociaux. Sur l'échiquier de nos activités en 2005, nous avons été attentif à ces exigences. Nous avons veillé à ce que les femmes, dans le croisade contre la pauvreté, deviennent des agents actifs là où, par le passé, elles étaient considérées comme des individu intrinsèquement vulnérable dont les actions de développement, bien que décisions, n'étaient ni visibles ni reconnues.

Dans l'objectif de promouvoir auprès du CIPCRE, de ses partenaires à la base et des autres acteurs de développement, la justice et l'équité dans les relations femme/homme, nous avons réalisé au Cameroun et au Bénin des actions visant la satisfaction des besoins pratiques des femmes mais aussi leurs intérêts stratégiques.

Besoins pratiques et aux intérêts stratégiques

Nous avons fait au Cameroun, une étude sur l'état des lieux du niveau de l'intégration de l'approche genre par nos partenaires à la base, organisé à leur profit une séance de sensibilisation sur l'importance de l'approche genre et apporté un appui pour le renforcement de leurs capacités. Nous avons aussi réalisé le suivi/évaluation du projet d'élevage des poulets de chair du groupe des femmes AKONGNE Women de l'Union MIFU ainsi que d'autres projets financés dans le cadre du Programme Genre. Des promotrices ont été accompagnées dans le montage et le contrôle de qualité de leurs projets. Nous avons enfin organisé un atelier de recyclage des femmes sur la conduite de l'élevage des poulets de chair et deux rencontres de planification avec des groupes d'initiative commune nous ayant soumis des projets.

Les rencontres de planification organisées avec les GIC PRONAPM de Balessing et SIKADI de Bamendjou ont permis de mieux comprendre les préoccupations de ces groupes, d'identifier de façon participative leurs problèmes et les solutions pour y remédier. Lors de la séance de sensibilisation organisée au profit de l'association des femmes "Etoile Banka" sur le thème "*Genre et importance de l'approche Genre dans le développement durable*", 300 personnes dont 70 % de femmes ont été édifiées sur l'égalité des genres comme atout pour le développement durable, l'équité dans la répartition des rôles et des responsabilités, le rôle des femmes dans l'amélioration de leur participation et de leur statut, l'empowerment des femmes et l'autopromotion. En raison du fait que cette activité était couplée à celle marquant le 2^{ème} congrès de cette association, les autorités traditionnelles, religieuses et administratives du village Banka et de la ville de Bafang y ont participé.

Le suivi-accompagnement du groupe AKONGNE Women de l'Union MIFU a permis aux femmes de ce groupe d'améliorer leurs connaissances et leur savoir-faire dans le domaine de l'élevage des poulets de chair. Grâce à l'atelier de recyclage, ces femmes sont aujourd'hui capables de produire par elles-mêmes de l'aliment pour volaille, ce qui leur permettra d'augmenter leur marge bénéficiaire. Déjà, les 17 bénéficiaires ont pu produire et vendre 14 325 poulets et réaliser des bénéfices d'environ Fcfa 3 500 000. Au-delà des bénéfices générées, les fientes de poule ont permis à ces bénéficiaires d'améliorer la fertilité de leur champ. Par rapport aux intérêts stratégiques, le suivi-accompagnement des membres de ce groupe a permis à deux promotrices d'acquérir de l'expérience dans le domaine de gestion des projets communautaires et de développer un dynamisme qui a valu leur élection dans le comité de développement de leur quartier où elles occupent respectivement les postes de présidente et de secrétaire adjointe.

Dans le cadre du Programme Global pour l'Avancement des Femmes et l'Egalité des Genres dans la Province de l'Ouest, les capacités des femmes dans la gestion des petits projets ont été renforcées. 52 projets conduits par les promotrices ont été suivis. Le contrôle de qualité de 25 dossiers de demande de crédit a été effectué et des appuis techniques ont été apportés aux promotrices et leur ont permis de monter 05 autres projets. Ces activités ont connu une forte implication des bénéficiaires et ont contribué à renforcer les capacités de 30 promotrices dans le domaine de montage des projets. Les visites de suivi ont été l'occasion d'encourager les femmes à rembourser les crédits dus dans le cadre du Programme. Le montant de remboursement, intérêts compris, s'élèvent à Fcfa 29 043 355 sur un montant total distribués de Fcfa 38 432 095, soit un taux de remboursement de 70,45 %. Ces crédits ont permis à certaines promotrices d'améliorer leurs conditions de vie et à d'autres d'améliorer leur niveau de revenu ou de payer les frais de scolarité des enfants.

Sensibilisation sur la promotion du Genre

Dans l'objectif de favoriser la prise en compte du genre auprès des organisations d'appui des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest, nous avons participé aux rencontres de réflexion sur le genre et sur des thèmes y afférents. Nous avons organisé un débat à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme et participé activement aux événements marquant la célébration de cette journée. Nous avons également produit et diffusé dans le cadre d'une tranche d'antenne réservée à SOS Environnement une émission spéciale consacrée à la Journée Internationale de la Femme.

A la fin de l'année, 65 personnes (dont 53 % de femmes) constituées de représentants des organisations d'appui, d'élèves, d'enseignant(e)s, de ménagères, de journalistes, de membres de GIC de composteurs et des Commissions Justice, Paix et Sauvegarde de la Création ont été sensibilisées lors du débat organisé à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme. Ce débat, qui avait pour thème "*Egalité des Genres : des acquis à consolider*" a permis aux participants de comprendre que le Cameroun en général et la Province de l'Ouest en particulier disposent d'un certain nombre d'acquis en matière d'égalité des genres. Ils ont en outre identifié quelques actions à mener en vue de la consolidation de ces acquis. La table ronde diffusée sur les antennes de la radio CRTV-Ouest et l'émission spéciale consacrée à la Journée Internationale de la Femme et qui avaient pour thème "*Egalité des genres, un atout pour le développement durable*", ont également permis de sensibiliser les auditeurs et les auditrices sur le concept d'égalité des genres et son importance pour le développement durable. Le séminaire sur l'égalité des genres organisé par l'Association René Cassin et les Nouveaux Droits de l'Homme à la Salle des Conférences de la CAPLAMI nous a donné l'occasion de partager avec près de 150 personnes l'expérience du CIPCRE dans le domaine de l'approche genre. Notre participation au défilé du 8 mars dans les provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest a été remarquable, remarquée et applaudie par un public venu nombreux assister à l'événement. Le succès obtenu lors de ce défilé était dû à une présence massive du genre masculin composé du personnel et de nos partenaires à la base. Cette présence masculine a également contribué à sensibiliser l'opinion publique et à lui faire comprendre que l'approche genre n'est pas qu'une affaire de femmes, mais un défi que l'homme et la femme doivent relever ensemble pour plus de justice et d'équité dans leurs rapports au développement.

Les causeries éducatives organisées à l'occasion de la Journée Mondiale de la Femme Rurale et de la Journée Internationale de la Femme Africaine ont permis de sensibiliser environ 600 personnes sur des thèmes liés au genre. Lors de la 43^{ème} édition de la Journée Internationale de la Femme Africaine, les activités ont été organisées en collaboration avec la Délégation Provinciale de la Promotion de la Femme et de la Famille. Elles portaient sur le thème "*Rôle de la femme africaine dans la préservation de la cellule familiale*". Ces activités ont permis de sensibiliser 125 femmes représentant 8 associations et 27 représentants des organisations d'appui au développement sur le rôle important que les femmes ont à jouer dans l'éducation de la jeune fille et du jeune garçon et dans la réalisation de la nouvelle vision des relations sociales, basée sur la justice, l'équité et la complémentarité entre les genres.

La célébration de la 10^{ème} Journée Mondiale de la Femme Rurale a été l'occasion de mobiliser les femmes de l'union paysanne KEKUFAG ainsi que des notables de Babanki dans la Province du Nord-Ouest, autour des thèmes aussi divers que le VIH/SIDA, le droit et la protection de l'environnement. De façon plus spécifique, près de 450 personnes dont 70 % de femmes représentant 17 groupes d'initiatives communes ont été entretenues sur trois sujets à savoir : *Femme rurale et VIH/SIDA*, *Quels droits pour la citoyenne du monde rural* et *Risques et dangers de l'utilisation des engrais et pesticides chimiques*. En plus des causeries éducatives, les 17 associations présentes à ces cérémonies ont effectué un défilé dans la ville de Babanki dans l'objectif de donner un cachet plus solennel à cette Journée de la Femme Rurale qui reste encore ignorée par la grande majorité des populations de leur localité.

Les tables rondes diffusées sur l'antenne locale de la radio nationale ont également permis de sensibiliser de nombreux auditeurs et auditrices sur les droits fondamentaux de la femme rurale, notamment le droit à l'éducation et à l'information. Par ailleurs, les échanges menés lors de ces tables rondes auxquelles étaient invités des notables et de nombreux dignitaires de la Province ont permis aux hommes et surtout aux notabilités présentes de prendre conscience de la gravité des discriminations dont sont victimes les femmes en ce qui concerne le contrôle des terres qu'elles mettent pourtant en valeur.

Renforcement des capacités internes

Dans le cadre du suivi/accompagnement du personnel et des unités dans l'intégration du genre dans les unités et les activités, nous avons réalisé deux études sur le thème "Genre et culture des peuples". Ces études ont été menées dans les villages Nkwen et Chomba pour la Province du Nord-Ouest dans les villages Baleng et Djissé pour la Province de l'Ouest au Cameroun. Nous avons également effectué le suivi de la prise en compte de l'approche genre au sein des unités opérationnelles notamment pendant les planifications mensuelles et pendant l'exécution de ces planifications.

Les activités menées ont permis au personnel et aux responsables des différentes unités opérationnelles de planifier leurs activités en prenant en compte le genre et d'encourager la participation féminine pendant la réalisation de leurs différentes activités sur le terrain. C'est ainsi par exemple que suite aux efforts fournis pour intéresser la gent féminine, le nombre de femmes présentes à la formation sur l'élevage des aulacodes est passé de 1 femme sur 18 participants à la formation organisée au premier semestre à 6 sur 20 participants pour la formation organisée au second semestre. Au niveau de l'éducation environnementale à l'école, un aspect de l'évaluation partielle du projet "Contrat vert" dans les établissements scolaires a porté sur la participation de la jeune fille aux activités réalisées dans les établissements secondaires et primaires dans le cadre de ces contrats. Les résultats de cette évaluation permettront de développer des stratégies pour intéresser davantage les jeunes filles aux activités d'éducation environnementale.

La réalisation de l'étude "Genre et culture des peuples" qui a été confiée à deux étudiants de 5^{ème} année de la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles de l'Université de Dschang devait nous permettre d'identifier les leviers culturels sur lesquels s'appuyer pour la promotion de l'approche genre ainsi que les facteurs culturels qui limitent l'épanouissement de la femme dans les provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest en général et dans les villages Nkwen, Chomba, Baleng et Djissé en particulier. Les investigations et les enquêtes menées au cours des différentes descentes sur le terrain dans le cadre de cette étude nous ont permis d'avoir des informations sur la place occupée par la femme dans l'organisation socio-politique de ces communautés, de recenser les normes sociales, les croyances et les valeurs culturelles de ces peuples, et d'avoir la perception qu'ont ces peuples de l'égalité des genres.

Au Bénin, nous avons procédé, en avril 2005 à la *formation des membres de l'Assemblée des Membres sur le GeD*. Cette formation a eu lieu en avril 2005. En effet, vu l'écart qui existe entre le personnel et les membres du CIPCRE-Bénin en matière de connaissances et d'aptitudes sur

le GeD, il a été jugé nécessaire de former d'abord les membres de l'Assemblée sur l'approche avant la tenue de la formation sur "*la planification et la gestion des activités selon le Genre*". Dix personnes dont deux femmes ont pris part à la formation. L'activité a consisté à évaluer le niveau de connaissance des participant(e)s sur le GeD, à organiser et à tenir ladite formation et à mettre en oeuvre le mécanisme de suivi participatif convenu.

Nous avons organisé un *échange avec le personnel sur le GeD*. L'échange a eu lieu en février 2005 et a connu la participation de 12 personnes dont 4 femmes. Les activités ont porté sur : l'évaluation pré-test des participant(e)s, la tenue de l'échange, l'évaluation post-test de l'échange et la mise en oeuvre du mécanisme de suivi participatif.

Nous avons également organisé une *formation de l'équipe technique, des responsables des commissions techniques et des administrateurs sur "Planification et gestion des activités selon le Genre"*. Cette activité a eu lieu en octobre 2005 avec la participation de 13 personnes dont 6 femmes. Les préparatifs de la formation ont consisté à visiter les structures s'investissant dans la problématique Genre pour y collecter des informations sur leurs pratiques en Genre, à élaborer les TdR et à solliciter le Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité qui a donné la formation.

Le suivi transversal des activités s'est déroulé de manière permanente. Il a consisté à :

- élaborer dès janvier un plan d'orientation genre sur la base des plans d'actions annuels des entités ;
- analyser les programmes d'activités mensuels des entités en début de mois,
- analyser des fiches techniques des activités initiées par les entités, à formuler des suggestions en vue de la prise en compte des différents groupes impliqués dans les activités, à procéder au suivi de la suite donnée aux suggestions ;
- tenir des fiches de suivi de l'intégration du GeD par les entités, à collecter ces fiches, les analyser et à en produire un rapport ;
- tenir trois rencontres trimestrielles GeD.

L'évaluation des effets et impacts des activités de la CGD a eu lieu une fois par semestre (en juin et en décembre). Le travail qui a consisté à concevoir des fiches de collecte des données, à les faire remplir par les personnes concernées et à les analyser, a porté sur les activités suivantes : l'échange avec le personnel sur le GeD, la formation des membres de l'Assemblée des Membres, le suivi transversal des activités sous l'aspect GeD, la formation sur "*planification et gestion des activités selon le Genre*".

La formation sur le thème "*planification et gestion des activités selon le Genre*" a permis de dissiper les incertitudes et inquiétudes des animateurs en matière d'utilisation concrète des outils Genre dans la gestion du cycle de projet.

Le post-test de l'activité (75% ont réussi à ce dernier) et les résultats de l'évaluation des effets et impacts (80% estiment avoir compris la différence entre la planification classique et la planification genre sensible et la majeure partie ont en perspective d'investir les acquis dès la planification du prochain plan pluriannuel) laissent entrevoir des avancées en matière de l'intégration du Genre.

Renforcement des capacités

Nous avons organisé une formation le 9 mai pour les enseignant(e)s du primaire et le 10 mai pour ceux du secondaire. 67 personnes dont 16 de sexe féminin ont pris part à la série de formations. Les activités ont consisté à organiser un sondage pour déterminer les aspects à aborder, à tenir la formation et à l'évaluer à la fin.

Conformément au planning environnemental du Complexe, nous avons organisé une séance d'animation sur l'approche Genre et Développement. 5 enseignant(e)s dont 1 femme ont pris part à la séance à l'issue de laquelle des engagements individuels ont été pris en vue d'une meilleure prise en compte du GeD.

Nous avons restitué, au profit des partenaires de l'UPILD, les résultats de l'évaluation des effets et impacts des activités Genre de 2004. Cette activité a eu lieu le 6 juin 2005 et a connu la participation de 144 personnes dont 90 artisans et 54 épouses. Les résultats de l'évaluation ont été validés par les participant(e)s. Nous avons eu un échange avec les artisans et les épouses contre les attitudes discriminatoires entre garçons et filles en matière d'héritage. Cette séance a eu lieu le 29 juin 2005 avec la participation de 156 personnes dont 63 femmes d'artisans. La méthodologie utilisée est celle contenue dans le guide d'animation Genre. A l'issue de l'animation, les artisans et leurs épouses ont pris des engagements individuels en vue de l'adoption d'attitudes plus justes en matière d'héritage par les filles.

Nous avons échangé avec les artisans et les épouses contre les attitudes discriminatoires en matière de scolarisation des filles. Cette séance a eu lieu en août 2005 et a connu la participation de 146 personnes dont 61 femmes. La méthodologie utilisée est celle contenue dans le guide d'animation Genre. A l'issue de l'animation, les artisans et leurs épouses ont pris des engagements individuels en vue de l'adoption d'attitudes plus justes en matière de scolarisation des filles.

L'évaluation des effets et impacts des séances tenues avec les artisans et leurs épouses a eu lieu en septembre 2005 en ce qui concerne la séance d'animation contre les attitudes discriminatoires entre garçons et filles en matière d'héritage. Après l'élaboration des TdR, une équipe interne a collecté les données au niveau de 30 personnes dont 15 femmes et 15 hommes et les a traitées et analysées. Quant à l'évaluation des effets et impacts de l'activité portant sur les attitudes discriminatoires en matière de scolarisation des filles, elle a été réalisée par un collaborateur externe et a eu lieu en novembre 2005. Les données ont été collectées, traitées et analysées au niveau de 30 personnes dont 15 femmes.

Le suivi transversal a induit des effets positifs tels que :

- la prise en compte des acteurs et des intérêts des différents groupes cibles concernés par les activités des entités ; en fait, selon les résultats des diverses fiches collectées au niveau des entités, les chiffres suivants peuvent être avancés : taux moyen d'intégration GeD au niveau des entités de janvier à septembre 2005 : 77 % pour UPILD ; 80% pour l'administration ; 86% pour CIPCRE-SU ; taux moyen d'efforts propres aux entités : 33% ;
- une responsabilisation des acteurs des entités par rapport aux activités opérationnelles genre. Ceci pourrait faciliter l'appropriation de l'approche Genre par ces acteurs et les rendre progressivement indépendants de la CGD.

Capitalisation

En vue de capitaliser les expériences et les activités réalisées au Cameroun au cours de l'année, nous avons produit régulièrement les rapports des différentes sorties et activités réalisées. Nous avons également réalisé des photos pendant l'exécution des activités et lors des visites de terrain et rédigé des articles pour l'alimentation du site Web du CIPCRE.

Au Bénin, nous avons organisé une *tournee de présentation du rapport d'étude sur "Les représentations collectives sur les femmes en milieu gùn au Bénin"*. Cette activité s'est tenue d'avril à juin 2005 et a porté sur la présentation du CIPCRE, le contexte d'élaboration du rapport, les objectifs de la tournée et le contenu du rapport. La méthodologie a consisté à identifier des structures s'investissant par rapport aux préoccupations GeD, à élaborer un programme d'échange avec les acteurs des structures, à effectuer les visites d'échange. La mission a atteint près d'une quarantaine de personnes appartenant à 13 structures étatiques et privées. La plupart des responsables sont ouverts à une coopération technique avec nous. A l'occasion, 15 exemplaires du rapport ont été distribués.

COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Ce que le CIPCRE fait, il le fait savoir. A travers des moyens de communication aussi diversifiés, qu'attrayants et instructif. Cette année encore, un accent particulier a été mis sur la communication radiophonique, la communication écrite et la communication électronique, le tout orienté vers le développement durable et la transformation sociale.

Dans la dynamique d'ensemble du travail du CIPCRE, la communication vise à la fois le personnel, les partenaires à la base, les leaders socio-politiques, les autorités religieuses et le grand public que nous voulons sensibiliser et conscientiser sur les thématiques relatives aux liens entre la foi, l'écologie et le développement durable. Tout au long de l'année, nous avons mené au Cameroun des actions ciblées pour atteindre cet objectif :

Nous disposons de deux centre de documentations : l'un se trouve au siège de la Direction Nationale au Cameroun et l'autre au Bénin.

Approvisionnement en documents

Au Cameroun, le fonds documentaire du CEDO s'est enrichi de près de 430 nouveaux documents dont 375 journaux, 9 monographies, de 12 brochures et de 19 rapports d'études (mémoires d'étudiants, rapports de séminaires et de formation). 21 Cd en provenance de Radio Netherland ont été enregistrés. Les activités de la Campagne Semaines Pascales, capitalisées sur 9 CD vidéo ont été déposées au CEDO. Cela fait qu'au total, notre fonds documentaire s'est enrichi de 30 nouveaux CD.

Au Bénin, notre fonds documentaire s'est enrichi de nouveaux éléments au nombre desquels, l'on peut citer : 75 nouveaux ouvrages ; 43 périodiques de titres et numéros différents ; 10 supports constitués de gravures, de dépliants, de cassettes vidéo et audio, de disquette CD, etc. ; 11 rapports d'activités sont enregistrés et affichés ; avec de nombreux autres ouvrages, périodiques, supports et rapports en cours de traitement.

Traitement des documents

Le traitement des documents est un travail qui comprend plusieurs tâches dont l'enregistrement des monographies et brochures dans le registre d'entrée inventaire, le dépouillement des informations qui consiste en l'extraction des données parmi lesquelles les mots clefs et le résumé, le catalogage, l'indexation et le classement. Cette année, 138 documents ont été traités au Cameroun, ce qui porte le nombre de monographies et brochures enregistrées dans notre fonds documentaire de 1714 à 1852. Ce travail a été informatisé et nous a permis d'élaborer dans un premier temps un catalogue qui rendra désormais la recherche facile à nos usagers. Les données introduites dans le catalogue prennent en compte le titre, l'auteur, l'éditeur, la date d'édition, les mots clefs et le résumé. Parmi les différents types de résumé, nous avons choisi le résumé indicatif parce qu'il n'a aucune exigence en ce qui concerne sa rédaction.

Le traitement des journaux d'informations a permis de préparer toutes les semaines le "Journal de la documentation". Ce journal est une sorte de briefing des informations importantes tirées des journaux et des livres de notre fonds documentaire. Ce produit du CEDO est destiné aux collaborateurs qui participent tous les vendredis aux réunions hebdomadaires. 45 éditions ont ainsi été servies au personnel, ceci dans l'objectif de les inciter à consulter les documents mis à leur disposition dans le centre de documentation.

Au Bénin, l'information du personnel sur des sujets écologiques s'est faite à travers une revue de presse écologique produite à l'attention du personnel et présentée au cours des réunions hebdomadaires du personnel. Ainsi, au cours de l'année, trente neuf (39) revues de presse ont-elles été présentées dont deux sous forme d'échange et de discussion avec le personnel portant sur les thèmes : "*Gestion des ressources naturelles au Bénin : Enjeux et Défis à l'heure de la décentralisation*" et "*Assainissement du milieu*".

Services aux usagers

Le Centre de Documentation du Cameroun offre deux principaux services aux usagers : la consultation sur place et le service de prêt. Alors que le service de prêt permet au personnel d'exploiter au maximum notre fonds documentaire, la consultation sur place, réservée aux usagers externes, participe de la sécurisation du fonds documentaire.

Dans le cadre de la consultation sur place, nous avons enregistré cette année 157 visites dans notre centre dont 22 visites de 12 femmes. Les centres d'intérêt qui reviennent le plus souvent sont : l'élevage des aulacodes, la culture et le conditionnement des plantes médicinales, le traitement par les plantes médicinales, la foresterie, les cultures vivrières et le maraîchage, les données sur l'environnement et le développement humain.

Face à la perte régulière de nos documents du fait sans doute de certains usagers malveillants, nous avons conçu et réalisé une cloison mobile qui isole nos documents et rend désormais indirect l'accès à nos rayons. Quant aux autres services rendus aux usagers, nous avons facilité la photocopie des documents aux usagers externes qui le désiraient et les usagers internes ont bénéficié de notre service de reliure. Sur la demande du personnel nous avons aussi effectué des gravures sur compact disc.

S'agissant de la fréquentation de la documentation au Bénin, l'année 2005 a enregistré soixante neuf (69) passages provenant aussi bien de l'extérieur pour des consultations sur place avec trente neuf (39) passages que de l'intérieur avec trente (30) passages des agents pour des prêts et /ou des consultations.

Causeries éducatives

L'organisation des causeries éducatives a contribué à développer la synergie qui existe entre le CEDO et les autres unités du CIPCRE-Cameroun. Une série de trois causeries éducatives sur les deux thèmes de "la protection de l'environnement à l'école" et "la gestion des Ordures Ménagères" a été organisée en collaboration avec l'Unité de Promotion de l'Ecologie à l'Ecole (UPEEC) respectivement à l'école CEBEC de Banengo, au Collège de l'Ethique Educative de Bafoussam et au Lycée de Bamena dans le cadre des activités de la semaine de la jeunesse 2005. Une autre causerie éducative a eu lieu en Mars 2005 lors de la journée internationale de la femme sur le thème "*Egalité des genres, égalité des chances*" en collaboration avec la Cellule Genre et Développement (CGD). Des personnes ressources extérieures ont été invitées à ces causeries à l'instar des enseignants des écoles, lycées et collèges et de la Déléguée Provinciale de la Promotion de la Femme et de la Famille pour l'Ouest. Pour les trois premières causeries qui ont eu lieu dans les établissements, nous avons enregistré une moyenne d'environ 200 auditeurs par séance. 55 auditeurs ont été enregistrés pour la dernière causerie qui a eu lieu dans la salle polyvalente du CIPCRE. Les causeries, notamment celles qui ont eu lieu dans les établissements scolaires étaient introduites par des documentaires sur le thème de la causerie.

Marketing du CEDO et des publications

Un accent particulier a été mis cette année sur le marketing des publications. C'est ainsi que nous avons exposé, lors de plusieurs séminaires, le journal ECOVOX et les publications de la

collection "Foi et Action". Nous avons travaillé dans le sens de l'ouverture des dépôts dans plusieurs villes du Cameroun pour la vente du journal ECOVOX et des ouvrages de la collection Foi et Action. Actuellement, les villes de Douala, Yaoundé, Bafoussam et Dschang ont respectivement 4, 1,4 et 1 dépôts. A Douala, les dépôts se trouvent à PAPYRUS, LIPACAM, la Procure et aux Editions CLE. A Yaoundé, seul le bureau du CIPCRE a un dépôt. A Bafoussam, les dépôts se trouvent à la Librairie du Plateau, à la Procure, à la Diaconie et au siège du CIPCRE. A Dschang, le dépôt est dans l'enceinte de l'Alliance Franco-camerounaise. Deux dépôts ont été aussi ouverts respectivement à Bertoua et à Kimpepe en RDC au siège du CRAFOD. Dans ces différents points, quelques ventes ont été effectuées et des abonnements conclus lors des différentes foires d'exposition où les publications du CIPCRE ont été présentées, notamment à Bafoussam à l'occasion des Journées diocésaines de l'Ecole Catholique, lors du congrès des femmes de l'UFC et à Bahouan lors de la journée de la promotion de la femme Bahouan et de l'inauguration de la MC² de cette localité.

Le nombre de nouveaux abonnés à notre journal a connu une légère augmentation. Nous avons enregistré 28 nouveaux abonnés comparativement aux 11 nouveaux abonnés de l'année passée. Le contrat que nous avons signé avec MESSAPRESSE pour la diffusion d'ECOVOX permet que le journal soit distribué dans plusieurs villes du pays. Dans le cadre d'une campagne médiatique que nous avons lancée au courant de cette année, nous avons conçu une affiche pour la publicité de la collection « Foi et Action » qui a paru dans les magazines du CIPCRE : ECOVOX, ECO-Jeunes et dans d'autres magazines du pays comme Cameroun Tribune, Le Messenger, Mutations et Ouest Echo. Cette affiche a été aussi distribuée dans les paroisses, dans les lieux publics et dans certains établissements scolaires pour affichage.

Production et la diffusion d'émissions

La compétence de la Cellule de Communication du CIPCRE-Cameroun dans le domaine de la communication radiophonique s'est accrue avec la mise en service de notre studio d'enregistrement. Ce studio est équipé d'une console mélangeuse de sons, d'un lecteur CD, de deux micros, de deux casques et d'un enregistreur minidisque. Ce studio nous permet de réaliser un gain de temps de plus de 80 %. Une émission SOS Environnement de 30 mn à laquelle on consacrait 4 à 20h pour la préparation et l'enregistrement est préparée et enregistrée actuellement en moins de 2 heures.

Cette année, plusieurs reportages ont été faits dans les zones rurales de Dschang, Bafang, Bamougoum, Galim et Bamena sur des sujets aussi divers et variés que l'agroforesterie, la culture de la pastèque, du palmier à huile et du piment, la protection de l'environnement en milieu scolaire. Nous avons aussi utilisé les reportages audio à nous envoyés par des partenaires comme Radio Netherlands et World Radio for Environment du CTA aux Pays Bas. Ces dernières émissions dites de la coopération ont porté sur plusieurs thèmes comme "*La fertilité du sol*", "*L'éducation de la jeune fille*", "*La pharmacopée traditionnelle africaine*", "*Les jeunes dans l'agriculture*" et "*L'influence des changements climatiques sur les ressources naturelles*". Ces émissions de la coopération ont reçu un écho très favorable dans le monde rural. Celle portant sur "*La fertilité du sol*" a été fort appréciée par nos auditeurs de Galim qui en ont demandé la rediffusion. Au total, nous avons produit et diffusé 45 émissions. Par rapport au jeu ECOTEST, nous avons enregistré une trentaine de participations dont dix de femmes.

Médiatisation des actions phares

Plusieurs activités du CIPCRE-Bénin ont été couvertes de la manière suivante :

- l'atelier d'échanges sur le Genre et Développement en milieu scolaire par le quotidien Le Républicain et la station radio Afrique Espoir Attakê ;

- la présentation des résultats et effets des cours d'éducation écologique des apprentis artisans et des résultats de la sélection des meilleurs artisans partenaires par le journal La Nouvelle Tribune, la presse audio visuelle représentée par le Groupe de Presse La Gazette du Golfe (Golfe Télévision), la Radio Afrique Espoir (Attakè) et la Radio Nationale (ORTB) ;
- la sortie d'étude sur les thèmes écologiques des Nouveaux Programmes d'Etude (NPE) par les quotidiens Le Point au Quotidien, Le Matinal, puis diffusé sur la station radio Afrique Espoir ;
- la journée d'échanges et de réflexion des acteurs du secteur de l'eau dans les départements de l'Ouémé et Plateau par l'Agence Bénin Presse ;
- l'atelier de validation du PAMES du CEG de Sèmè-Podji par les journaux Le Point au Quotidien et Le Républicain ;
- la séance de la restitution de l'animation sur les pièces d'Etat civil, le Code de la Famille et la Succession au sein du foyer aux Apprentis des Artisans recycleurs par le journal Le Républicain ;
- la session groupée d'Education Ecologique des apprentis par le journal Le Républicain ;
- la Rencontre Annuelle d'Evaluation et d'échanges des partenaires de l'Unité CIPCRE – SU par les quotidiens Le Point au Quotidien et Le Républicain ;
- la séance de restitution des activités de la campagne semaines pascales 2005 par le quotidien Le Républicain, Le Matinal et les stations radio Afrique Espoir et Alléluia FM;
- la séance d'éducation écologique des patrons sur le thème : Gestion des déchets solides ménagers par les quotidiens Le Point au Quotidien, Le Matinal et les stations radio Afrique Espoir et Alléluia FM ;
- l'inauguration de la boutique centrale "Galerie de la Capitale" par les quotidiens Le Matin, Fraternité, DJAKPATA, Le Matinal, ADJINAKOU, les stations radio Afrique Espoir, Alléluia FM, Bénin Culture et la presse audio visuelle (Golfe Télévision).

Emissions radio

Au Bénin, grâce à la collaboration avec le journaliste de Radio "Wêkê", sept (7) émissions en Gun ont été diffusées sur les antennes de ladite station sur des thèmes environnementaux suivants : Impacts de la poussière sur la santé des populations ; impacts de la saison sèche sur les activités des populations ; la pollution acoustique ; eau : source de vie ; les conséquences des feux de végétation sur le milieu ; les dangers des produits chimiques ; l'hygiène de l'habitation.

Dans le cadre d'une collaboration avec un journaliste locuteur Gun de la Radio Nationale, cinq (5) émissions ont été réalisés et diffusés sur des thèmes environnementaux tels que : le CIPCRE dans le processus de développement durable ; l'artisanat de recyclage et la lutte contre la pauvreté ; enfance et Violence : Préparons un avenir sans violence à nos enfants ; éducation écologique ; l'hygiène et la santé au travail (L'assainissement des lieux de travail - le reboisement et ses impacts sur la sauvegarde de l'environnement) ; PNE – Gestion Intégrée des Ressources en EAU.

Magazine ECOVOX

Deux thèmes d'actualité et d'intérêt général dans le monde du développement ont été traités dans deux numéros d'ECOVOX. Il s'agit des thèmes portant sur "*Conflits et transformation sociale*", et "*Les changements climatiques*". Des personnes-ressources de renom ont collaboré à la rédaction de toutes ces éditions de notre magazine. Chaque fois, la contribution féminine y a été appréciable par la qualité des articles. Pour des raisons de coût de production, nous avons cette année, changé d'imprimerie. A Pressprint de Limbe avec laquelle nous avons collaboré depuis 1994 a succédé SAM Commerce & Services de Yaoundé.

Le défi qui reste à relever demeure celui de la distribution. Certes, Messapresse, le diffuseur avec lequel nous avons signé un contrat de collaboration travaille dans ce sens, mais les résultats sont encore loin de satisfaire nos attentes.

En ce qui concerne les abonnements, 28 nouvelles personnes se sont abonnées et 7 ont renouvelé leur abonnement. En tout état de cause, ECOVOX reste toujours présent sur le site du CIPCRE et nous enregistrons des réactions intéressantes de la part des internautes et de certains lecteurs qui apprécient le journal et font des propositions.

Documentaires télé

Nous avons produit une dizaine de documentaires qui ont été diffusés à la télévision camerounaise. Ces documentaires concernent des activités aussi variées que l'apiculture, la promotion des plantes médicinales, la production des pommes de terre améliorées et différentes actions de la Campagne Semaines Pascales. Des télévisions privées ont fait des reportages sur nos activités de grande envergure au Cameroun et au Bénin.

Communication électronique

Dans l'objectif de "*faciliter l'accès et la participation à la société de l'information par la technologie de l'information et la communication, en vue de contribuer à la lutte contre la dégradation de l'environnement, contre la pauvreté et pour la justice*", nous avons, à travers Wagne.net, mené de nombreuses activités.

Aménagement et équipement des locaux

Afin d'asseoir les acquis de l'année 2004 et de renforcer la qualité du cadre de travail et d'accueil du public, les différents bureaux et le Centre de Ressources Multimédia (CRM) ont été climatisés, un abonnement au réseau de téléphonie fixe a été réalisé et le réseau téléphonique dans les locaux de WAGNE installé. La maintenance et l'entretien des différents bureaux et du Centre de Ressources Multimédia (CRM) ont été régulièrement assurés. La fréquence des visiteurs du CRM est passée de 170 personnes par semaine au premier semestre à une moyenne de 200 personnes par semaine tout au long du second semestre. Cette augmentation témoigne de la satisfaction d'un public qui ne cesse de classer WAGNE en tête des points d'accès à Internet de la ville de Yaoundé où l'on trouve une excellente qualité de connexion. Ce public est composé de responsables d'Eglises et d'associations, de responsables d'ONG et d'établissements scolaires, d'étudiants ainsi que des élèves provenant surtout des établissements privés. Les centres d'intérêt des différents usagers de WAGNE sont divers et variés. Si la quasi-totalité utilise fréquemment la messagerie électronique, il faut relever que la priorité est aussi donnée à la recherche d'informations (projets de recherche, écoles, etc.) sur Internet, aux formations et à la création des pages web.

Pour faciliter les contacts entre WAGNE et les différents acteurs sur le terrain, un véhicule tout terrain a été acheté avec l'appui du Directeur Général du CIPCRE. Cette acquisition a accru de manière sensible la lisibilité du CIPCRE en général, et de WAGNE en particulier dans la ville de Yaoundé et ses environs. Sur ce véhicule sont imprimés le logo du CIPCRE, les noms et slogan de WAGNE. Le gardiennage en commun du bâtiment abritant WAGNE, sous la responsabilité des Editions CLE, renforce la sécurité des personnes et des biens.

Connaissance du milieu des TIC

L'objectif poursuivi ici vise à assurer une adéquation entre les activités de WAGNE et la problématique des TIC au Cameroun, et de suivre les évolutions de ce secteur en perpétuelle mutation. Les activités menées dans le cadre de l'étude portant sur l'état des lieux des TIC au Cameroun tout au long du premier semestre ont permis de répertorier les documents disponibles sur la problématique des TIC au Cameroun et d'en faire une synthèse, de réaliser des enquêtes sur le

terrain auprès des fournisseurs d'accès Internet, des établissements scolaires et des usagers d'Internet (entretiens qualitatifs et quantitatifs) afin de rédiger un rapport final.

La mobilisation d'un étudiant stagiaire et de l'Assistante Technique pour cette étude, a permis :

- le renforcement et l'établissement des contacts avec des organismes publics, privés et internationaux tels le Ministère des Postes et Télécommunications, l'Agence Nationale de régulation des TIC (ANTIC), l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART), la Cameroon Telecommunications (CAMTEL), Ingénieurs Sans Frontières, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF).
- la disponibilité de la liste des fournisseurs d'accès Internet. Cette liste, actualisée, a été fournie par le Ministère des Postes et Télécommunications.

La restitution de cette étude se tiendra lors des festivités de la Fête de l'Internet prévue au premier trimestre 2006.

En prélude au sommet mondial sur la société de l'information de Tunis, WAGNE, représenté par l'Assistante Technique, a pris part, dans les rangs d'observateurs internationaux, à la troisième réunion du comité de préparation (Prepcom-3) dudit sommet, du 19 au 30 septembre 2005 à Genève. C'était l'occasion d'échanger avec les différentes délégations venues des quatre coins du monde et de présenter WAGNE. Des contacts ont été établis avec les membres de la délégation officielle camerounaise présents à cette assise. Ces contacts ont facilité la collecte des données, lors de l'étude sur l'état des lieux des TIC au Cameroun, auprès du Ministère des Postes et Télécommunications et auprès d'autres acteurs des TIC.

Marketing de WAGNE

Dans le souci de faire connaître WAGNE par le grand public, des dépliants présentant d'une part les objectifs et, d'autre part, les services de WAGNE ont été produits et largement diffusés. Pour faire connaître wagne.net par les Eglises, les ONG, les écoles protestantes et les autres partenaires à la base du CIPCRE, des contacts individuels, des rencontres de sensibilisation et la diffusion des nouvelles par email ont été privilégiés.

A la Faculté de Théologie Protestante de Yaoundé, wagne.net a mis en place et animé un programme d'enseignement de l'informatique aux nouveaux étudiants du cycle de licence. Suite aux rencontres avec l'administration de ladite Faculté, nous avons conseillé la mise en place d'un nouveau système informatique et l'acquisition de nouveaux matériels informatiques. Ces projets ont été suivis avec beaucoup d'attention. Le programme d'enseignement de l'informatique sera opérationnel dès 2006.

Suite aux contacts avec les dirigeants de l'Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ESSTIC), trois cours magistraux et un atelier ont été organisés à l'intention des étudiants en journalisme. Au premier semestre, un cours magistral sur l'importance des TIC pour les journalistes a été donné aux étudiants de 2^e année et a conduit à une réflexion sur le rôle que pourrait jouer WAGNE dans l'initiation sur les TIC, des nouveaux journalistes formés au sein de cette école. Au second semestre, deux cours magistraux et un atelier ont été organisés. Le premier cours, dispensé par l'Assistante Technique, a porté sur la crédibilité de l'information. Le deuxième cours, dispensé par le Directeur de WAGNE, a porté sur le thème "*Web radio ou radio en ligne : défis et enjeux*". L'atelier qui a suivi ce deuxième cours a été l'occasion de présenter les locaux de WAGNE à ces étudiants ainsi qu'à leurs enseignants, et de leur permettre de toucher du doigt la réalité des web radio. Ces initiatives ont conduit à la mobilisation d'une dizaine d'étudiants pour l'organisation de la Fête de l'Internet et la rédaction des contenus du site web de ladite fête.

Une vingtaine de rencontres de sensibilisation ont été organisées, tout au long de l'année, avec les responsables du Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun (CEPCA, ancienne FEMEC), le Directeur de l'Association Camerounaise pour la Traduction de la Bible et l'Alphabétisation (CABTAL), le Secrétaire National du Groupe Biblique des Elèves et Etudiants du Cameroun (GBEEC), les responsables de Campus pour Christ (CPC), les responsables des Eglises Evangélique et Fraternelle Luthériennes (EELC et EFLC) à Yaoundé, de la Ligue pour la Lecture de la Bible au Cameroun (LLBC). L'objectif de ces rencontres était de présenter davantage WAGNE et ses services afin d'aboutir à des projets concrets d'activités.

En marge de ces rencontres, une conférence et une table-ronde ont été organisées. La conférence a rassemblé une cinquantaine de responsables d'églises sur le thème "*Les Eglises d'Afrique et la dynamique de l'Internet : interpellation et perspectives*", tandis que la table-ronde sur le thème "*Internet et Société Civile : mise en réseau, avantages par rapport aux autres médias*" a vu la participation d'une trentaine d'organisations de la société civile.

La célébration de la Fête de l'Internet, suscitée par WAGNE et collectivement animée par un réseau de structures et organismes (Institut Africain d'Informatique, Centre Culturel Français, Assoal, ANAIS, JECREE, Ingénieurs Sans Frontières, Agence Universitaire de la Francophonie...) a permis d'organiser plusieurs conférences et tables rondes sur des thématiques plus ou moins liées au thème central de la célébration de cet événement qui était : "*Tissons les liens*". Cette célébration a permis à WAGNE de se faire mieux connaître non seulement par l'ensemble des organismes mobilisés, mais aussi par les autorités administratives, les quatre membres du gouvernement présents et par des ambassades. La célébration de la fête de l'Internet à Yaoundé a aussi permis le rapprochement avec les différents organes de presse publics et privés (Cameroon Tribune, Le Messenger, Mutations, La Nouvelle Expression, Ouest Echos, La Tribune du Citoyen, CRTV Radio, FM 94, RTS, Magic FM, Radio Venus, etc.). Par ce rapprochement, des messages publicitaires portant sur les activités de wagne.net ont été régulièrement diffusés, et l'on a noté, d'importants articles et distinctions de la presse nationale camerounaise portant sur le CIPCRE. On note, avec satisfaction, que WAGNE a gagné en crédibilité car il est considéré actuellement comme la structure de référence pour promouvoir Internet non seulement à Yaoundé, mais aussi sur l'ensemble du territoire camerounais. En témoignent les multiples demandes provenant d'ONG et organismes divers du Nord-Cameroun et de la province de l'Est pour que WAGNE développe, dans ces localités du Cameroun, des activités similaires à celles que wagne.net réalise à Yaoundé et dans ses environs.

Le projet de mise en place d'un réseau d'écoles pour une meilleure intégration des TIC au sein de celles-ci, initié en 2004, s'est poursuivi tout au long de l'année. Il était question, en plus du renforcement de l'encadrement des élèves en matière de TIC, d'encourager les responsables des écoles concernées à mettre en place un site Internet afin de faire bénéficier aux autres de leurs expériences. A cet égard, le Collège Protestant Johnston, le Collège Evangélique de New-Bell à Douala, le Collège Madeleine, le Collège de l'Unité, l'Ecole Publique de Mballa V, le Lycée de Biyem-Assi à Yaoundé ont été impliqués.

Appui-conseil

Plusieurs rencontres et entretiens ont été organisés avec tous les responsables des unités opérationnelles du CIPCRE avec pour but d'identifier les besoins de formation du personnel et les différents domaines dans lesquels WAGNE devrait être utile et continuer le travail commencé au cours de l'année 2004. C'est ainsi que WAGNE a refait le réseau informatique au siège du CIPCRE à Bafoussam afin de faciliter l'échange d'informations entre les différentes unités du CIPCRE, contribué à la maintenance du matériel informatique du CIPCRE et donné des notions de prises de vue à des responsables des unités opérationnelles du CIPCRE.

L'usage régulier du courrier électronique par la quasi totalité du personnel du CIPCRE est devenu une réalité. Le site Web du CIPCRE, de la Campagne Semaines Pascales, des chantiers de la société civile camerounaise et celui de ECOVOX ont été régulièrement mis à jour.

En marge des travaux du Conseil d'administration du CIPCRE tenus à Bafoussam en avril, les participants venus du CIPCRE-Bénin ont marqué une escale à Yaoundé pour un échange avec les responsables de WAGNE sur les voies et moyens de rendre plus fluide la communication entre le Cameroun et le Bénin. Des modalités pratiques de mise à jour du site CIPCRE-Bénin ont été arrêtées, tout comme les voies et moyens de rendre plus dynamique le partage de l'information ont été trouvés. Quelques détails sur le fonctionnement des emails ont été aussi réglés. Et suite à la mission du Directeur Général au Bénin au cours du second semestre, la communication entre WAGNE et la Direction Nationale du CIPCRE-Bénin est devenue effective, et c'est avec satisfaction que le site web du CIPCRE-Bénin a été actualisé. Ce site peut maintenant être consulté à l'adresse www.cipcre.org/cipcrebenin.

Les plantes médicinales et les ouvrages produits par le CIPCRE à Bafoussam ont été régulièrement commercialisés par WAGNE tout au long de l'année, ce qui permet à WAGNE de devenir un pôle de diffusion des différents produits du CIPCRE à Yaoundé.

La collecte des données pour la réalisation d'un intranet au CIPCRE et pour la conception d'un CD-ROM de présentation du CIPCRE a été effectuée. Ces projets seront concrétisés en 2006.

Sites web et adresses email

WAGNE a organisé cinq ateliers d'écriture des textes présentant les structures sur Internet à l'intention des ONG, églises, associations et structures d'églises. Un total de 44 pages web a pu ainsi être réalisé et mis en ligne dans le répertoire de WAGNE. Un forum de discussion évolutif (www.wagne.net/fia/forum) et un site Internet (www.wagne.net/fia) présentant les activités réalisées lors de la Fête de l'Internet à Yaoundé ont été créés, renforçant ainsi les échanges et le partage d'informations entre le réseau mis en place. Une paroisse de l'Eglise Evangélique du Cameroun a sollicité la formation de ses membres à la création de sites Internet et a prévu la réalisation de sa page web au cours du premier semestre 2006.

Le site web du Collège Evangélique de New-Bell (CENB) a connu une évolution significative, avec la création d'un nom de domaine (www.cenb-cameroun.org), donnant ainsi la possibilité au personnel dudit Collège de disposer d'adresses email personnalisées. Le principal du Collège et ses proches collaborateurs ont été les premiers à créer leur adresse. L'ensemble du personnel du CENB se joindra à cette mouvance afin de permettre à tous de bénéficier de cet outil de communication dont dispose le collège. Pour les mises à jour du site Internet, un comité de rédaction et de collecte des informations a été mis en place afin d'actualiser régulièrement le site. Ce comité a été régulièrement encadré par WAGNE tout au long de l'année. L'administration du site dépend du CENB, WAGNE se limitant au suivi technique.

La FEMEC, devenue Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun (CEPCA), a mis son site web à jour assez régulièrement. Mais pour renforcer la communication institutionnelle du CEPCA et rendre effective la présence de ses églises membres sur Internet, WAGNE a initié la refonte totale du site et la mise en place d'un site dynamique. Un nom de domaine a été créé à cet effet et permettra au personnel du CEPCA et aux églises de disposer d'adresses email personnalisées. Le site web du CEPCA a pu être modifié par la suite avec l'intégration des options dynamiques qui facilitent sa mise à jour. Le défi qui reste à relever avec cette institution est celui d'avoir une équipe stable pour la collecte des informations à mettre en ligne.

WAGNE a aussi servi de cadre de développement du site web de l'Association Camerounaise pour la Traduction de la Bible et l'Alphabétisation (CABTAL). Nous avons encadré

l'équipe technique de la CABTAL pour l'administration et le développement dudit site. C'est ainsi que six mises à jour ont été réalisées à partir des installations de WAGNE. Le site des Editions CLE a été régulièrement mis à jour sous la supervision technique de WAGNE.

D'autres associations et structures d'églises se sont jointes à l'option du développement des TIC en leur sein : la communauté des sœurs de Nkon-Ngi à Makak qui a sollicité WAGNE tant pour la maintenance des équipements informatiques que pour le suivi de la messagerie électronique ; le Groupe Biblique des Elèves et Etudiants du Cameroun (GBEEC) qui a sollicité et obtenu la mise en place d'un système de messagerie électronique et l'hébergement de son site Internet ; le relais camerounais du mouvement « Marche Mondiale des Femmes pour lutter contre la pauvreté et les violences envers les femmes » a conçu un site Internet qui est hébergé par WAGNE ; le site des Editions CLE a été régulièrement mis à jour sous la coordination du Directeur de ladite institution ; le Secrétariat Général de la Ligue pour la Lecture de la Bible au Cameroun (LLBC) a été mis en relation avec des fournisseurs d'accès Internet et a bénéficié ainsi d'une connexion Internet.

Pour valoriser la production des contenus locaux et encourager l'insertion des TIC dans les établissements scolaires, WAGNE a décerné un « Prix web » au lauréat du jeu concours du meilleur journal scolaire organisé par l'association J Média à l'intention des établissements scolaires du Cameroun. Ce prix consiste à réaliser et à héberger un site dynamique pour ledit lauréat. Le Lycée de Biyem-Assi (Yaoundé) a été primé parmi la vingtaine d'établissements en compétition. L'administration du serveur de WAGNE s'est faite de manière régulière et a permis la suppression des fichiers inutiles et des comptes emails non utilisés. Des sauvegardes mensuelles du contenu du serveur ont été effectuées. Le site web de WAGNE a été mis à jour assez régulièrement. Le site web de la Fête de l'Internet au Cameroun a été restructuré et mis à jour régulièrement. La présence d'un stagiaire à WAGNE et la collaboration avec des étudiants en journalisme ont facilité les mises à jour des sites. Les clients sont de plus en plus formés et responsabilisés pour l'administration de leur site, permettant ainsi à WAGNE d'assurer et de renforcer le suivi technique.

Formations

Vingt deux (22) sessions de formations ont été organisées tout au long de l'année, afin d'introduire la culture des TIC au sein des Eglises membres du CEPCA, de leurs établissements scolaires, des OSC et au sein des unités opérationnelles du CIPCRE. Après élaboration et adoption du calendrier de formation pour l'année 2005, WAGNE a procédé à la diffusion régulière des offres de formation (email, lettres, entretiens, etc.), à la révision des supports de cours, à la préparation et à l'organisation des sessions de formation.

Si au cours du premier semestre les participantes aux sessions de formation étaient constituées en majorité des membres de la Young Women Christian Association (YWCA) issus de différentes églises membres du CEPCA, les apprenants du second semestre provenaient essentiellement des écoles, des ONG et des associations diverses.

Au total, 235 personnes ont été formées, dont 155 femmes et 80 hommes. Parmi ces personnes, on dénombre 33 responsables d'églises, 19 enseignants, 26 magistrats, 11 secrétaires, 146 membres d'églises, d'associations et d'ONG.

Une cérémonie solennelle a été organisée en décembre afin de remettre les attestations de formation à tous les apprenants de l'année 2005. Cette cérémonie a réuni environ 300 personnes parmi lesquelles on retrouvait les apprenants, les responsables d'églises et plusieurs journalistes de la presse écrite et audiovisuelle. Le président de l'Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun venu de Garoua (Nord Cameroun) et le Secrétaire Exécutif du Département Témoignage Chrétien du CEPCA ont assisté personnellement à la cérémonie.

Administration et Gestion

Sous la houlette du Directeur Général du CIPCRE, l'administration du personnel a permis de consolider les acquis de l'année 2004 rendant ainsi efficient le déroulement des activités à WAGNE. Les contrats de travail ont été signés ; le matériel roulant et informatique a été régulièrement entretenu ; des décaissements se sont faits de manière régulière et la comptabilité a été régulièrement suivie par le Chef de Service Administratif et Financier du CIPCRE. Le compte bancaire qui n'avait pas été fonctionnel en 2004, a été réactivé, constituant ainsi le principal moyen de transaction financière entre la Direction Générale à Bafoussam et WAGNE basé à Yaoundé.

NOS STRATEGIES ET RESSOURCES

Le travail abattu au cours de l'année a obéi à une logique d'intervention de coordination, d'accompagnement et de suivi, de coopération et de marketing, de capacitation de la société civile et de plaidoyer. Il n'a été aussi possible que grâce à une mobilisation efficiente des ressources humaine, matérielle et financière aussi bien dans les Directions Nationales qu'à la Direction Générale. Retour sur le contenu des stratégies déployées et le management des ressources.

Dans l'objectif de mobiliser, suivre et évaluer les ressources humaines, matérielles et financières en vue de l'accomplissement de la mission du CIPCRE, nous avons mené au Cameroun au Bénin, voire en Europe diverses activités de suivi, de coordination, de publication et de coopération.

Suivi-Accompagnement

Dans le cadre du suivi-accompagnement des Directions Nationales, nous avons préparé et organisé deux sessions du Conseil d'Administration (CA), dont le CA sortant et le CA entrant, et deux sessions (ordinaire et extraordinaire) de l'Assemblée Générale (AG) à Bafoussam. Au sortir des travaux des deux sessions du CA, le rapport narratif et financier 2004, le Plan d'Action Annuel 2005, le projet du nouveau cadre de référence des activités du CIPCRE, le PAQ 2006-2010 du CIPCRE au Cameroun, le nouvel organigramme du CIPCRE ont été examinés et adoptés. Les projets de Statuts et de Règlement Intérieur Général ont été examinés et approuvés. Un nouveau Président du Conseil d'Administration a été élu en la personne de Monseigneur Jean Bosco Ntep, Evêque d'Edéa. De même un nouveau Directeur National, en la personne de Samuel SOFFO TODJO a été nommé et installé en remplacement de Monsieur Valentin MOUAFO, admis en formation à l'Institut Catholique de Yaoundé.

Le suivi financier des Directions Nationales a été également assuré. Ainsi avons-nous organisé 8 audits internes dont 6 au Cameroun (2 à la Direction Nationale à Bafoussam, 2 au CIBLO et 2 à WAGNE à Yaoundé) et 2 à la Direction Nationale au Bénin. Sur le plan de la gestion comptable et des ressources, nous avons continué à assurer la tenue des comptes du CIPCRE (CIPCRE-Cameroun, CIPCRE-Bénin, Direction Générale et WAGNE) ainsi que des autres projets. Pour ce qui est des ressources humaines, nous avons assuré la mise à jour du dossier du personnel. S'agissant des ressources matérielles, nous avons organisé et exécuté 2 inventaires des équipements du CIPCRE. Nous avons enfin organisé et accueilli deux missions du Cabinet d'Expertise Comptable Price Water House and Coopers qui audite nos comptes à Bafoussam et à Porto-Novo.

Quant aux missions de suivi des activités, nous en avons organisé deux au CIPCRE-Bénin et dix à WAGNE. A l'occasion du suivi au Bénin, nous avons procédé en compagnie du Ministre béninois de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, à l'inauguration de la "Galerie de la Capitale", espace de vente des produits artisanaux des artisans, partenaires à la base du CIPCRE-Bénin. Nous avons coordonné la mission de Mme Rita, consultante néerlandaise, relative à la mise en place des mécanismes de lancement du CIPCRE Conseil & Services. Nous avons également coordonné le

suivi institutionnel des Directions Nationales du CIPCRE-Bénin et du CIPCRE-Cameroun, effectué par Johan Naron, membre du Conseil d'Administration.

Processus PPTE/DSRP

Pour approfondir notre connaissance des processus PPTE/DSRP et les milieux de la société civile, nous avons intégré le Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA) et son comité de pilotage (COFIL) où nous sommes ONG leader du groupe thématique DETTE. Nous faisons désormais partie du groupe de travail sur la mise en place d'un processus indépendant du suivi participatif du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

La participation à ces espaces de travail nous a permis de contribuer aux débats sur les processus de définition d'une méthodologie de mise en œuvre, d'analyse et de suivi indépendant du DSRP par la société civile, avec prise de position et déclaration commune lors des rencontres d'information et d'échanges ainsi que des ateliers de réflexion. Par ailleurs, nous avons pris part à diverses rencontres sur des thèmes variés : à Yaoundé sur les thèmes "Réflexion sur les APE dans la zone ACP-UE", "Le processus budgétaire au Cameroun", "Concertation des partenaires de développement en Afrique Centrale" et "Initiative Pays Pauvres Très Endettés", "Lutte contre la corruption et pour les droits de l'homme" respectivement organisées par le GRAC, le groupe de travail des OSC sur le suivi participatif du DSRP, le SAILD et l'IRED et le SeP ; à Mbalmayo sur le premier forum PCPA et sur "Les outils de suivi budgétaire" respectivement organisées par le Programme Concerté Pluriacteurs (PCPA) et le Groupe de Travail du Suivi Participatif du DSRP.

Outillage des OSC

Nous avons outillé les OSC en produisant, à leur profit :

- cinq textes d'analyse sur le processus de désendettement et du DSRP au Cameroun. Ces textes, accompagnés d'une synthèse, ont été présentés lors du premier forum PCPA ;
- un texte sur «*Société civile et la transformation sociale au Cameroun*», thème de la communication du Directeur Général lors de la journée Cameroun-DSRP du 28 octobre 2005 à Bonn ;
- un article pour le premier journal de «Dynamique Citoyenne», réseau de suivi des politiques publiques.

Comme membre de la coordination du groupe de travail de suivi DSRP (constitué de 15 organisations), nous avons participé à 5 rencontres de prise de décision pour l'évolution des activités du réseau. Et comme leader du groupe thématique Dette au sein du PCPA composé du BASC, du CIPCRE, du SeP et du CREDDA, nous avons animé 6 rencontres tenues de manière rotative dans les différentes organisations constituantes. Lors du premier forum PCPA tenu en novembre 2005 à Mbalmayo, nous avons animé l'atelier Dette / DSRP.

Lors de la journée internationale de lutte contre la corruption et de la journée mondiale des droits de l'homme, nous avons, en notre qualité de membre de la coordination nationale du réseau national de suivi indépendant et des politiques publiques, mis à disposition des outils de plaidoyer et développé des stratégies de plaidoyer pour faciliter la mise en place et l'avancement de ce réseau.

Mise en relation des OSC

Pour faciliter la mise en relation des OSC existantes, nous avons :

- restructuré le site web "chantiers de la société civile camerounaise" pour le rendre plus dynamique ;

- veillé à la mise à jour régulière dudit site par son alimentation régulière avec des informations relatives à l'IPPTE, au DSRP, au C2D et aux activités des organisations de la société civile ;
- élaboré un projet d'atelier de formation à l'usage du site web de la société civile pour rendre cet outil de communication plus collaboratif et efficient à travers la participation directe de toutes les organisations de la société civile. Cet atelier, pour des raisons de calendrier, a été renvoyé à l'année 2006.

Appui aux organisations confessionnelles

Nous avons initié une rencontre avec le Service Œcuménique pour la Paix (SeP), la Fondation FEMEC-Club de Yaoundé et le bureau des Activités Socio-caritatives (BASC) de l'Eglise Catholique pour discuter du rôle que nous devons jouer dans le cadre du renforcement de la société civile. Nous avons continué à apporter notre appui au Département de Développement et d'Action Sociale (DDAS) de l'Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun (EFLC) en y effectuant deux missions de suivi de son Plan d'Action Quinquennal (PAQ). De même, nous avons évalué le programme de développement de l'Eglise Protestante Africaine (EPA) dans la perspective de l'identification des axes pour l'élaboration de son Plan d'Action 2006.

Publication

Dans notre effort de contribuer au renforcement de la société civile, nous avons continué à alimenter le débat sur les grandes questions de l'heure. C'est dans cet esprit que nous avons publié deux numéros du magazine ECOVOX, le premier sur "*Conflits et transformation sociale*", le second sur "*Les changements climatiques*". Pour la célèbre rubrique "Rencontre Avec...", nous avons bénéficié de l'éclairage respectif de Jean Marie Muller, philosophe français et spécialiste de Gandhi pour le numéro sur "*Conflits et transformation sociale*", de Gert de Gans, chargé de la problématique des changements climatiques à Kerkinactie en Hollande et du Dr. Nérée Onguéné Awono, chercheur à l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) à Yaoundé pour le numéro sur "*Les changements climatiques*".

Nous avons en outre créé, en collaboration avec l'Association Œcuménique des Théologiens Africains (AOTA), une feuille de réflexion dénommée Regards d'Afrique. Sept numéros ont d'ores et déjà été publiés. Ils portent respectivement sur les thèmes : un réseau œcuménique au service des communautés de foi (N° 0) ; la réinvention de l'Afrique : enjeux vitaux (N° 1) ; alliance des religions, alliance des civilisations : repenser la coopération œcuménique et interreligieuse (N°2) ; vers une révolution théologique des femmes africaines (N°3) ; combat contre le masculinisme africain : les théologiennes d'Afrique s'engagent (N° 4) ; puissance et impuissance de la politique dans la société africaine (N°5) ; le tourisme : un chemin d'humanité (N°6).

Quant à la Collection Foi et Action, elle est restée vivante tout au long de l'année. Nous l'avons enrichie de trois nouveaux ouvrages : *la mission de l'Eglise Africaine : pour une nouvelle éthique mondiale et une civilisation de l'espérance* du Professeur Kä Mana ; *Femmes, Théologie et nouvelle société*, sous la direction de Hélène Yinda et Nyambura Njoroke ; *Manifeste de la femme africaine* de Hélène Yinda et Kä Mana.

Nous avons aussi publié 3 000 calendriers qui, comme l'année dernière et sur la demande existante de nos partenaires, ont porté sur les plantes médicinales : l'oignon, le papayer, la capucine, l'hydrocotyle, black jack et la carotte ont été présentés au travers de leur historique, de leur description botanique, de leurs propriétés et de leurs modes d'utilisation.

Ont été également publiés 3 000 exemplaires du Rapport public qui ont été appréciés par tous nos partenaires à la base comme dans les administrations publiques et dans les organisations de la société civile.

Des institutions et/ou organes de presse nous ont sollicités pour des réflexions de fond sur des thématiques spécifiques. C'est ainsi qu'à la demande de la Revue Foi et Développement, nous avons produit un article sur *La géopolitique de l'eau* ; que Maria Martens, Député du Parlement Européen nous a également amenés à commettre une réflexion sur le thème : "*Qu'attend aujourd'hui l'Afrique de l'Union Européenne en matière d'appui à son développement*" ; que lors de la deuxième consultation Pax Christi International, organisée à Pretoria en Afrique du Sud, nous avons soumis aux participants une réflexion sur "*La Coopération œcuménique et interreligieuse : une nouvelle exigence de civilisation*".

Les activités d'accompagnement autant que d'appui et de sensibilisation de la société civile ont permis aux OSC camerounaise de mieux se positionner sur l'échiquier de la transformation sociale au Cameroun. Plus que jamais, nous sommes restés présents dans divers réseaux à travers lesquels nous nous battons pour faire avancer les idées de transparence et de justice. Notre élection aux postes de Vice-Président de Transparency International Cameroun et de Président du Conseil d'établissement du Lycée Technique de Bafoussam témoigne de la confiance dont nous sommes de plus en plus crédités.

Activités de coopération

Dans le cadre de nos relations avec nos partenaires du Nord, nous avons reçu au Cameroun de nombreuses visites dont celle du Dr. Elke Ahrens de EED avec qui nous avons discuté de la question des audits financiers et finalisé la fin anticipée du PAQ 2002-2006 ; celle de Monsieur Rudolf Heinrichs-Drinhaus de EED avec qui nous avons eu une séance de travail sur le rapport 2004, les perspectives 2005 et sur le Plan Quinquennal 2006-2010 ; celle du Pasteur Cokkie van't Leven et de Jan Van Doggenaart, respectivement Secrétaire Exécutive et Directeur du Bureau Afrique et Moyen-Orient à Kerkinactie avec qui nous avons eu des séances de travail au sujet de nos activités et particulièrement du projet "*Lutte contre le changement climatique et la pauvreté à l'Ouest Cameroun*" ; celle de M. Kees Schilder de Kerkinactie avec qui nous avons échangé sur le déroulement de la Campagne Semaines Pascales 2005 et ouvert des perspectives par rapport à la prochaine campagne ; la visite d'une équipe du Programme Concerté Pluriacteurs (PCPA) ; la visite du Dr Jaap Breetvelt en l'honneur de qui nous avons organisé un colloque sur le thème : *Théologie, communautés de foi et VIH-SIDA*. Trente (30) invités Prêtres, Pasteurs, Imams ont répondu favorablement à notre invitation et ont activement participé aux débats. Enfin nous avons reçu la visite au Bénin de M. Udo Bertrand du Département I de EED. Au terme de la séance de travail que nous avons eu avec lui, il a exprimé l'accord de principe de EED pour financer le prochain Plan Triennal 2007-2009 du CIPCRE-Bénin.

Nos partenaires du Nord ont également reçu nos visites. C'est ainsi que le Directeur Général a effectué deux séjours en Europe (France, Pays-Bas et Allemagne). Pendant ses séjours il a eu, en compagnie de Monsieur Johan Naron, une concertation avec les partenaires EED, CMC/AMA et Kerkinactie sur le PAQ 2006-2010. Tous les trois ont donné leur accord de principe pour le financement du nouveau PAQ. Lors de la deuxième rencontre avec les mêmes partenaires, EED a donné son accord définitif de financement pour trois ans tandis que CMC/AMA et Kerkinactie ont confirmé leur contribution financière au PAQ. La signature de l'Accord de Coopération avec EED est intervenue au mois de novembre.

Dans le souci de diversifier nos partenaires, nous avons rencontré Monsieur Remco Van der Veen de CORDAID et lui avons présenté le PAQ 2006-2010. Il s'est montré intéressé par le contenu et l'approche de notre programme et a laissé entendre qu'il y a de bonnes perspectives pour un éventuel partenariat entre CORDAID et nous.

A Paris, nous avons rencontré Denis Brante avec qui nous avons discuté du renforcement du partenariat entre le CIPCRE et le DEFAP. Nous avons aussi rencontré le Directeur de Publication

de Foi et Développement. Avec lui nous avons évoqué les perspectives de collaboration entre le Centre International Lebret-IRFED et nous.

En collaboration avec le Pasteur Reto Gmünder, nous avons enfin animé à Pomeyrol du 6 au 11 juillet un colloque ouvert sur le thème *Foi et éducation à la Paix*.

Au plan local, nous avons continué à développer de nouveaux partenariats et à entretenir de bons rapports avec nos partenaires traditionnels que sont les services déconcentrés de l'Etat, les Institutions de Recherche et Universitaires et les Organisations d'Appui au Développement. Nous avons ainsi participé activement au Cameroun aux différentes rencontres organisées par la DPEPNA, la DPMINEPIA et la DPMINPROFF, apporté des appuis significatifs à la réalisation des activités planifiées par ces structures. C'est le cas particulièrement de l'appui à la célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement, de la Journée Internationale de la Femme, de la fête du Travail et de la Fête Nationale. Nous avons aussi apporté notre appui à la DPMINPROFF et au DPMINPADER de l'Ouest et du Nord-Ouest respectivement pour la célébration de la Journée Internationale de la Femme Rurale et pour l'organisation des Mini-comices Agro-pastoraux de Foumban et de Santa.

Nous avons également participé aux différentes activités organisées par le collectif des ONG de l'Ouest et du Nord-Ouest, aux activités de lancement du réseau des Agroforestiers du Cameroun dont nous avons été élu membre du bureau du Conseil d'Orientation et de suivi. Toujours dans le Nord-Ouest, nous avons intensifié les activités de recouvrement des crédits MIDENO. Nous avons ainsi recouvré une somme de près de 5 500 000 (cinq millions cinq cent mille francs cfa) et effectué une mission conjointe de reconnaissance de dette auprès des débiteurs indécisifs dans tous les sept départements de la Province du Nord-Ouest. Un rapport de mission a été produit pour chacun des sept départements et soumis à la MIDENO. Nous avons également participé à toutes les réunions de coordination relatives à la collaboration et à la mise sur pied du nouveau projet MIDENO intitulé "GP-DERUPDEP" et aux activités de sensibilisation des communautés sur le nouveau projet.

Dans le cadre du développement de nouveaux partenariats, nous avons répondu aux appels d'offre lancés par les programmes étatiques d'appui au développement rural. Nous avons ainsi soumissionné aux appels d'offre lancés par le Programme National de Développement Participatif (PNDRP) et le Programme National de Développement des Racines et Tubercules. Nous avons réussi à décrocher l'offre sur l'étude de base sur les Racines et Tubercules dans les Provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest. Cette offre nous a permis de développer les relations avec le PNDRT mais aussi de renforcer les capacités du personnel sur les techniques de collecte, de traitement et d'analyse des données.

Dans la même perspective, nous avons signé un accord de partenariat avec "Peace Corps" qui est la structure d'encadrement des volontaires Américains. Cet accord de partenariat nous a permis de toucher un nombre plus élevé de bénéficiaires et de diversifier ses zones d'intervention sans que cela implique un apport supplémentaire important en ressources.

Comme par le passé nous avons maintenu au Bénin la coopération avec les structures publiques et parapubliques. Au titre des activités et faits marquants, l'on peut noter :

- l'audience à l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne le 18 mai pour faire connaître davantage l'objet et l'évolution de la coopération du CIPCRE-Bénin avec EED ;
- la visite au CIPCRE de M. TUCKER, Directeur Adjoint du Corps de la Paix, Chargé de l'Environnement et de la Santé ; la possibilité est offerte au CIPCRE de solliciter des volontaires du Corps de la Paix ;
- la visite au CIPCRE de Mme Blandine FAUCON, Chargée de mission/rerelations internationales à la Communauté d'agglomérations Cergy-Pontoise en France, avec qui

- il a été envisagé la possibilité de conquête du marché européen avec les œuvres des artisans recycleurs à travers "COMMERCE EQUITABLE" ;
- la poursuite du partenariat avec le Bureau de la Coopération Canadienne par l'inauguration le 31 mars du module de trois classes construit en 2004 à Houlazounmè dans la commune des Aguégus ;
 - l'audience avec le DAC/MEPS plus une collaboration agissante et spécifiquement autour de la dynamique PAMES ;
 - l'instauration de relations de collaboration avec le MFPSS, suite à des correspondances et rencontres diverses ;
 - la visite au CIPCRE le 17 mai par le nouveau chef d'antenne de CERAD Cotonou, suivie de deux rencontres d'échanges (l'une le 08 juin au CIPCRE-Bénin et l'autre le 12 juillet au CERAD Cotonou) sur les programmes en cours et les systèmes de Planification-Suivi-Evaluation ;
 - l'audience avec le Maire de Porto-Novo le 26 juillet pour impliquer la municipalité au financement de la boutique centrale ;
 - l'audience avec le Préfet des Départements de l'Ouémé et du Plateau le 2 août en vue de la collaboration concernant la commission départementale Genre ;
 - la participation à des séances de comités ou organes multipartites et à diverses réunions, dont le Conseil Consultatif du Programme Spécial de Réhabilitation de la Ville de Porto-Novo ; le Comité Départemental Permanent de la Journée Nationale de l'Arbre ; le Comité d'organisation du Salon National de l'Artisanat du Bénin (SNAB) 2005 où le CIPCRE a été membre du Sous-Comité Jury chargé de décerner les prix aux meilleurs artisans ; l'atelier de validation des textes réglementaires du monde artisan ; la réunion d'information des principales ONG du Bénin sur le Programme de microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), la réunion départementale de mise en place du point focal de la Plate-forme des acteurs de la société civile du Bénin (PASCIB) ; les réunions du Groupe Thématique Genre qui se réunit une fois par mois au FNUAP.

Dans le cadre des réseaux, le CIPCRE-Bénin a participé aux rencontres et activités des réseaux dont nous sommes membre et assumons les responsabilités particulières qui nous sont assignées au niveau des réseaux comme le Groupe d'Action National (GAN) réunissant les partenaires EED et ICCO au Bénin, le Collectif National des Organisations Non Gouvernementales de Gestion des Déchets et de l'Assainissement du Bénin (CoNOGeDA), le Partenariat National de l'Eau (PNE).

Secrétariat du GAN

Nous avons assumé le mandat reçu depuis septembre 2004 pour un an est assumé à travers :

- l'organisation des deux réunions semestrielles (la première à Comè au bureau de BUPDOS et la seconde à Parakou au siège de DEDRAS) ;
- la conception d'un document capitalisant les financements mobilisés par les ONG membres du GAN et leurs domaines de compétences.

Réunions du CoNOGeDA

Nous avons participé aux réunions du Bureau du CoNOGeDA qui a bien voulu nous responsabiliser à la tête d'un comité ad hoc chargé de la publication d'un document faisant le point de la gestion des déchets au Bénin.

Animation du point focal PNE Ouémé-Plateau

Les principales activités menées dans la période de référence se résument aux contacts avec le Secrétariat Permanent à Cotonou ; au renforcement des capacités des acteurs du Point Focal par l'organisation d'une séance d'information ; à la tournée de prise de contact et d'information avec les autorités communales, la préfecture et les services déconcentrés des deux départements ; à la

journée d'échanges et de réflexion des acteurs du secteur de l'eau dans Ouémé et Plateau ; à la communication et diffusion des supports de sensibilisation ; à l'appel à adhésion par envoi des fiches et des statuts et à la participation à deux ateliers nationaux (le 1^{er} tenu à Cotonou les 11 et 12 août pour lancer le processus d'élaboration du PAN/GIRE, le 2nd à Ouidah du 15 au 17 décembre relatif à la formation des animateurs des points focaux).

Appui aux Communes

Nous avons continué d'apporter notre contribution technique aux communes des Aguégus, d'Adjarra et de Porto-Novo dans le cadre de l'exécution des tranches annuelles de leurs Plans de Développement. Lesdits plans ont été exploités dans la perspective de l'élaboration d'un programme d'appui à l'assainissement et à la gestion rationnelle des ressources naturelles, programme pour lequel l'analyse de situation a démarré dans les communes d'Adjarra et des Aguégus.

Dans l'objectif de faciliter la réalisation des activités planifiées dans les unités opérationnelles, nous avons, au Cameroun comme au Bénin, organisé des réunions mensuelles, trimestrielles, semestrielles et annuelles et des réunions de concertation avec les coordinateurs. Nous avons aussi procédé à des descentes sur le terrain pour apprécier de visu l'état d'exécution des activités.

En terme de résultat, les bilans montrent qu'au niveau des unités, la quasi totalité des activités planifiées ont été réalisées. Des efforts ont été fournis par le personnel cadre non seulement pour réaliser ces activités, mais aussi pour entretenir de bonnes relations avec les partenaires à la base.

Une attention particulière a été portée au Bénin, sur la prise en compte des recommandations de l'évaluation à mi-parcours du PAQ : c'est ainsi qu'un atelier réunissant le personnel technique et les représentants de l'Assemblée Locale (Bureau, Responsables de Commissions Techniques), s'est tenu les 10, 11 et 18 janvier. Les 61 recommandations formulées par les évaluateurs ont été adoptées par les acteurs du CIPCRE-Bénin qui, par ailleurs, en ont formulé deux autres à partir de certaines interpellations des évaluateurs, des mesures d'opérationnalisation desdites recommandations ont été retenues et mises en œuvre.

Accompagnement des Assemblées des membres

L'ancienne Assemblée Locale du CIPCRE-Cameroun devenue Assemblée des Membres depuis l'adoption des nouveaux textes de base a repris racines, après 3 années d'inactivité. Cela s'est traduit sur le plan pratique, par la tenue régulière de ses réunions et la prise des résolutions importantes pour la marche de ladite Assemblée. La première rencontre, dite de relance des activités, a connu la participation de 23 personnes dont 5 femmes. La deuxième réunion a été l'occasion de compléter le bureau par 3 autres postes dont un chargé de la communication, une trésorière et un commissaire aux comptes. Il a aussi été question au cours de cette réunion, d'élire les délégués à l'Assemblée et d'adopter les projets de textes organiques à savoir, les Statuts et Règlement Intérieur. La troisième rencontre a connu la participation de 19 personnes dont le Dr Johan NARON, membre du Conseil d'Administration chargé du développement institutionnel. Elle a donné l'occasion aux participants de s'informer sur les travaux des dernières séances du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale, d'élaborer son plan d'action 2006 et de mettre en place les différentes commissions spécialisées. Les uns et les autres ont été exhortés à s'acquitter de leurs devoirs de membre en réglant leurs droits d'adhésion et de cotisation.

L'appui à l'Assemblée des Membres s'est mis en œuvre au Bénin à travers les rencontres mensuelles de tours d'horizon (5 tours d'horizons) et plusieurs autres concertations entre le Bureau et la Direction ; l'organisation de 4 sessions de l'AM (2 ordinaires et 2 extraordinaires) et la

participation du CIPCRE-Bénin aux assises du CIPCRE International (6 délégués ont contribué aux débats et aux réflexions).

Gestion des ressources humaines

Dans le cadre du renforcement des capacités du personnel au Bénin, deux agents (2) ont été autorisés à se faire former : le Comptable pour le BTS et le Maître Alphabétiseur pour un renforcement en français. Le personnel technique a participé à des ateliers de renforcement des capacités et d'échanges sur des thèmes variés comme : *l'analyse* organisationnelle, Actions civiques et plaidoyer dans le secteur de l'eau. *L'approche* genre à l'intention des cadres Techniques, *le désengagement* des ONG et *la capacité* des organisations de base à se prendre en charge, la formation des animateurs des points focaux du Partenariat National de l'Eau, etc.

Pour des raisons d'efficacité, nous avons recruté du personnel pour le compte des Unités CIPCRE-SU, JPSC, et le BAF (pour la Caisse). Par ailleurs, trois stagiaires ont été admis au Secrétariat, à l'UPILD et au CIPCRE-SU, pour parfaire leurs connaissances.

Au Cameroun, grâce à la bonne collaboration avec les autres structures de développement, 11 membres du personnel dont 8 cadres, 1 agent d'entretien et 1 délégué du personnel ont vu leurs capacités renforcées. Deux cadres sont rentrés à l'école dont l'un pour le doctorat en agronomie à l'Université de Dschang et l'autre pour se spécialiser en Management et Gestion des Projets à l'Université Catholique de Yaoundé. Le poste de la Coordinatrice de la CGD au CIPCRE-Cameroun a été pourvu, alors que une nouvelle Secrétaire a été recrutée en remplacement de l'ancienne licenciée pour faute lourde.

Gestion des ressources matérielles

Au Cameroun, le matériel informatique, notamment les 15 ordinateurs, ont été mis en réseaux, ce qui a énormément facilité les travaux de saisie et d'impression des différents rapports et planifications d'une part et le partage d'informations entre les unités opérationnelles d'autre part. Le matériel roulant a nécessité un suivi intensif et a, par conséquent, généré plus de dépenses en frais d'entretien à cause de leur âge.

Quant au Bénin, le matériel de travail (ordinateurs, véhicules, téléphone) est encore fonctionnel mais il faut signaler la détérioration progressive des ordinateurs due à l'insuffisance de la tension électrique et l'âge de certains appareils. De fait, le coût de maintenance devient de plus en plus élevé à cause des interventions fréquentes nécessitant le changement des pièces.

Pour mener à bien nos activités au Cameroun et au Bénin, nous avons mobilisé d'importantes ressources financières qui s'établissent en recettes et en dépenses comme suit :

Libellé	Recettes				Dépenses			
	Cameroun	Wagne	Bénin	Total	Cameroun	Wagne	Bénin	Total
RECETTES								
Report au 1er janvier 2005	-14 780 438	-5 295 838	12 326 260	-7 750 016				
Produits propres	33 076 727	0	5 350 302	38 427 029				
Versements contractuels								
- EED	185 731 533	70 288 427	59 530 732	315 550 692				
- KERKINACTIE	50 836 668	0	0	50 836 668				
- CMC/AMA	15 007 105	0	0	15 007 105				
- SRTV	13 880 405	0	0	13 880 405				
- UEM	1 956 001	0	0	1 956 001				
DEPENSES								
Equipement					7 123 648	11 508 500	0	18 632 148
Frais de personnel					84 817 020	14 076 695	17 312 085	116 205 800
Frais administratifs					32 649 594	18 361 570	12 227 518	63 238 682
Frais de programmes					118 137 520	24 416 518	25 877 666	168 431 704
Projet Changement Climatique					26 354 770	0	0	26 354 770
Projet Exploitation sexuelle des jeunes filles					13 880 405	0	0	13 880 405
Projet Plantes Médicinales					1 956 001	0	0	1 956 001
Livres					4 598 388	0	0	4 598 388
Frais divers (autres activités)					0	0	6 001 665	6 001 665
Total dépenses					289 517 346	68 363 283	61 418 934	419 299 563
<i>Solde au 31 décembre 2005</i>					<i>-3 809 345</i>	<i>-3 370 694</i>	<i>15 788 360</i>	<i>8 608 321</i>
TOTAL	285 708 001	64 992 589	77 207 294	427 907 884	285 708 001	64 992 589	77 207 294	427 907 884

Les comptes du CIPCRE sont audités et certifiés par le Cabinet Price WaterHouse & Coopers, BP. 1227 Douala-Cameroun.

Pour conclure

D'une manière générale, l'année 2005 s'est globalement bien déroulée aussi bien à la Direction Générale, au CIPCRE-Cameroun qu'au CIPCRE-Bénin.

Sur le plan institutionnel nous avons procédé à l'expérimentation des principales résolutions prises par le personnel lors des chantiers de redynamisation du CIPCRE. De nouveaux textes de base que sont les statuts, le Règlement Intérieur Général et le Cadre de Référence des activités du CIPCRE ont été adoptés par le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale du mois d'avril 2005. Le CIPCRE a reçu la visite du Dr Johan Naron, membre du Conseil d'Administration chargé du développement institutionnel. A cette occasion, il a mené des entretiens fort riches avec tout le personnel dans l'objectif de le mettre davantage en confiance et de le sensibiliser pour plus d'engagement au travail.

Au CIPCRE-Cameroun, l'arrêt de financement de notre partenaire ICCO, plutôt que de constituer un frein à la bonne marche des unités, a donné l'occasion à chaque membre du personnel de puiser au profond de lui-même l'énergie nécessaire pour mettre en œuvre la planification opérationnelle élaborée pour la période de référence. A quelques exceptions près, toutes les activités planifiées ont été réalisées. Ceci a été possible non seulement grâce au réalisme avec lequel les planifications ont été élaborées au niveau des unités, mais aussi grâce aux stratégies et aux collaborations d'autres organisations d'appui. Les activités de l'Assemblée Locale, devenue Assemblée des Membres depuis l'adoption de nouveaux textes de base, ont repris leur cours normal. Un Directeur National a été nommé à la tête du CIPCRE-Cameroun qui était, depuis le départ de l'ancien Directeur, dirigé par un Coordinateur des Programme.

Au CIPCRE-Bénin, la mise en œuvre du Plan d'Action Annuel a été bien suivie. Les unités opérationnelles ont, dans l'ensemble réalisé les activités planifiées. Des efforts ont été consentis pour la pérennisation de la maison. Pour l'année prochaine cependant, de nouveaux défis se profilent à l'horizon, notamment :

- une meilleure capitalisation des acquis du PAQ ;
- la diligence et le professionnalisme dans la planification du prochain plan pluriannuel ;
- la consolidation des acquis au niveau de l'Assemblée des Membres (par un réarmement moral et une saine information des membres peu satisfaits, un appui systématique de la Direction Nationale au Bureau et une plus grande disponibilité des membres pour dynamiser les Commissions Techniques) ;
- le développement des relations extérieures par une réorganisation de l'agenda du Directeur National.

Au regard des activités menées tant à la Direction Générale, qu'au CIPCRE-Cameroun et au CIPCRE-Bénin, nous avons, une fois de plus, été présent dans le champ de l'écologie et du développement durable. Il est vrai, ainsi que nous l'avons constaté, que de nouveaux défis subsistent ici et là. Mais avec l'engagement et la détermination du personnel, l'appui de nos partenaires financiers, la collaboration des autres acteurs de développement et la coopération de nos partenaires à la base, nous saurons les relever.